

# LE DYNAMISME UNIQUE DE L'ARC LÉMANIQUE

Peu de régions ont vécu une telle métamorphose. A la traîne de l'économie suisse dans les années 1990, affichant des taux de chômage particulièrement élevés, les cantons de Vaud et de Genève ont su rebondir. Aujourd'hui, la région se caractérise par un tissu économique performant, diversifié et résilient. Les hautes écoles, le milieu de la culture (tel le nouveau

musée cantonal des Beaux-Arts à Lausanne en photo ci-contre) et le monde politique ont également fait preuve d'un dynamisme unique ces dernières années.

Mais la région fait aussi face à des défis de taille: les infrastructures n'ont pas suivi l'expansion de la population, et les dépenses pour la santé et le logement sont particulièrement fortes dans cette par-

tie du pays. A cela s'ajoute une charge fiscale parmi les plus lourdes de Suisse. Comment relever ces défis? De quelles pratiques de l'Arc lémanique peut-on s'inspirer? Découvrez les propositions que les chercheurs d'Avenir Suisse, chacun dans leur domaine d'expertise, ont mis en avant dans cette publication.

Editorial: «L'Arc lémanique n'existe pas!» – Jérôme Cosandey .....	2
Un tiercé gagnant de hautes écoles – Matthias Ammann .....	3
Panorama économique du Léman – Jérôme Cosandey .....	4 – 5
Un pôle d'attraction pour les organisations internationales – Patrick Dümmler, Pascal Lago .....	6
Le Léman et les Pyrénées – Tibère Adler .....	7
Vieillir chez soi: c'est possible – Noémie Roten, Jérôme Cosandey .....	8 – 9
A Genève, qui déménage perd – Marco Salvi .....	10
Liberté et Patrie? Oui, mais... – Mario Bonato, Samuel Rutz .....	11
Vue d'ensemble – Mario Bonato .....	12 – 13
Les médias romands sous pression – la faute aux Zurichois? – Tibère Adler .....	14
Le pragmatisme fiscal lémanique – Fabian Schnell, Julian Kamasa .....	15
Interview avec le sommelier Jérôme Aké Bêda – Jérôme Cosandey .....	16 – 17
Les moteurs économiques discrets du Léman – Jennifer Langenegger, Jérôme Cosandey .....	18 – 19
Les frontaliers: dynamite politique et bienfait économique – Fabian Schnell .....	20
Un goût de bouchon – Daniel Müller-Jentsch .....	21
Cultiver les rives du Léman – Chloé Pang .....	22
Tirer le meilleur parti du fédéralisme – Peter Grünenfelder .....	23 – 24



# «L'Arc lémanique n'existe pas!»

---

Jérôme Cosandey

---

Lors de l'exposition universelle de Séville en 1992, l'artiste Ben Vautier provoquait les foules avec son tableau «La Suisse n'existe pas!». L'idée n'était pas de nier l'importance de notre pays, bien au contraire, mais de souligner la diversité culturelle qui le caractérise.

Un tel constat pourrait aussi s'appliquer à l'Arc lémanique. C'est une région qui existe bel et bien : elle fait non seulement preuve d'un dynamisme économique fort qui concurrence les grandes régions métropolitaines de Suisse et d'Europe, en termes de croissance, de hautes écoles à la renommée mondiale, de création de start-up, de densité d'entreprises multinationales et d'organisations internationales. Elle se caractérise aussi par une scène culturelle florissante, comme en témoignent les nombreux festivals qui s'égrènent au bord du Léman durant tout l'été, et un sens des valeurs civiques développé et innovant, par exemple concernant la séparation de l'Eglise et de l'Etat ou le droit de vote pour les étrangers. Cette publication remet ainsi à l'heure les pendules de celles et ceux qui ont encore en mémoire la région en proie aux difficultés économiques des années 1990. Elle est aussi une forme de pied-de-nez envers ceux qui considéreraient encore les «Welsches» comme les «Grecs de la Suisse» pour reprendre l'ancienne formule d'un hebdomadaire zurichois.

Toutefois, l'Arc lémanique n'existe pas non plus. Certes, le lac avec sa forme de croissant – d'où le nom d'Arc lémanique – est un élément identitaire, la langue parlée est la même de Carouge à Villeneuve et les pendulaires entre les cantons – en semaine et le week-end – assurent un échange constant de savoir-faire et de valeurs. Mais les tissus économiques des cantons riverains varient fortement, et les différences culturelles et politiques restent marquées. Les Genevois ont leur Lac de Genève et leurs «Genfereien», les Vaudois ont leur Léman et se considèrent comme uniques, comme l'exprime leur dicton «Y en a point comme nous».

La définition géographique de l'Arc lémanique n'est pas triviale non plus. Selon l'Encyclopaedia Universalis, cette région couvre les principaux vignobles riverains du lac et «une guirlande de villes» de Montreux au Grand Genève. Mais où s'arrête la région vers le Nord ? Sur les hauteurs d'Epalinges, ou à Yverdon, que certains appellent le sommet de l'Arc lémanique ? Dans le cadre de cette publication, par pragmatisme et



considérant les données statistiques disponibles, nous avons généralement défini l'Arc lémanique comme étant l'ensemble des cantons de Genève et de Vaud.

Dans une vingtaine d'articles fondés, les chercheurs de l'équipe d'Avenir Suisse dressent un tableau de la région, chacun dans son domaine d'expertise. Mais attention, il ne s'agit pas d'une carte postale idyllique et idéalisée de la région. Là où le soleil brille – et sur le Léman, il brille par trois fois, comme nous l'explique le sommelier Jérôme Aké Béda dans son interview (voir p. 16), il y a aussi de l'ombre. Si la région peut se targuer d'une économie croissante, le taux de chômage reste plus élevé que la moyenne suisse. Si l'Arc lémanique capte plus de la moitié des investissements privés dans le capital jeunes-pousses (venture capital), la part de l'Etat dans l'économie est deux fois plus importante que dans la région de Zurich, également un pôle économique international fort de l'autre côté de la Sarine.

Les paysages du Léman, dont une partie, Lavaux, est inscrite au patrimoine mondial de l'humanité de l'Unesco, ont inspiré bien des touristes, artistes et entrepreneurs. C'est aussi l'intention poursuivie dans cette publication. En mettant en avant les particularités positives, mais aussi les aspects plus critiques de cette région, nous espérons ainsi aiguïser l'intérêt du lecteur et inspirer les décideurs politiques et économiques et ce, des deux côtés de la Sarine.

# Un tiercé gagnant de hautes écoles

*En Suisse alémanique, l'EPFL est parfois considérée comme la petite sœur de l'école polytechnique de Zurich (ETHZ). S'il est vrai qu'elle est beaucoup plus jeune que cette dernière, elle n'a rien à lui envier. Avec les Universités de Lausanne et de Genève et en incluant l'IHEID nouvellement créé, elle forme un pôle universitaire particulièrement attractif.*

Matthias Ammann

Les universités de Genève, de Lausanne et l'EPFL regroupent environ un tiers de l'ensemble des étudiants immatriculés dans une haute école en Suisse. Ces dernières années, l'Arc lémanique a gagné en importance en tant que région universitaire et possède l'un des taux de croissance d'étudiants les plus élevés. L'EPFL, grâce à son excellent réseau mondial, obtient un très bon résultat avec un total de 50% d'étudiants ayant suivi une formation antérieure à l'étranger (ETHZ: 33%).

La région se distingue également dans le domaine de la recherche. Les fonds de recherche externes acquis dans l'Arc lémanique entre 2010 et 2017 dépassent ceux obtenus par les autres régions et représentent une part de 34% du volume total.

## De nombreux projets européens

La qualité exceptionnelle de la recherche est particulièrement visible dans la capacité de la région à attirer des fonds des programmes de l'Union européenne (UE). Entre 2010 et 2017, 43% de l'ensemble des fonds de l'UE alloués aux institutions suisses ont été attribués à l'Arc Lémanique. Le pôle universitaire de l'Arc lémanique obtient ainsi le meilleur ratio entre financement propre et fonds de recherche de l'UE. En d'autres termes, ces institutions réussissent particulièrement bien à s'affirmer face à la concurrence internationale.

Un autre indicateur du dynamisme et du degré

d'innovation de la région est l'importance du financement des start-up. Selon le Swiss Venture Capital Report, entre 2013 et 2017, près de la moitié du capital-risque investi en Suisse a été placé dans la région lémanique.

## Des institutions de renom

Le CERN, les nombreuses organisations internationales basées à Genève, le Wyss Center et le Campus Biotech contribuent également à cette dynamique générale. Les centres de formation d'élite IMD et l'Ecole hôtelière de Lausanne jouissent aussi d'une réputation internationale.

Autre source de renommée pour l'Arc lémanique confirmant la dynamique positive: jusqu'à présent, l'ETHZ et l'Université de Zurich avaient accueilli la majorité des anciens lauréats du prix Nobel qui ont mené des recherches en Suisse; le dernier lauréat du prix Nobel enseigne à l'Université de Lausanne.

Les hautes écoles de Suisse, comparaison par région

	Région lémanique	Espace Mittelland	Suisse du Nord-Ouest	Zurich	Suisse orientale	Suisse centrale	Tessin
	EPFL, Unige (IHEID), Unil	UniBE, UniFR, UniNE	UniBas	ETHZ, UZH	HSG	UNILU	USI
Part du total de financement propre	30%	15%	9%	41%	2%	1%	2%
Selon le décompte des hautes écoles par la Confédération et les cantons, 2010-2017 (OFS)							
Part d'étudiants	28%	22%	9%	31%	6%	2%	2%
En % des tous les étudiants immatriculés dans une université suisse en 2017 (OFS)							
Nouvelles immatriculations par an	678	482	246	523	184	101	101
Moyenne en chiffres absolus du total d'étudiants par an, 1990-2017 (OFS)							
Total fonds externes	34%	17%	12%	31%	4%	1%	1%
Part des fonds externes par rapport au total suisse entre 2010 et 2017 (OFS)							
Part des fonds provenant de l'UE	43%	8%	10%	37%	1%	0%	1%
Part des fonds provenant de l'UE vers une haute école suisse dans le cadre du Programme de recherche de l'UE, 2010-2017 (OFS)							
Financement de l'UE en CHF pour chaque 10 mio de CHF de financement de base	428 173	145 387	341 274	264 923	72 859	0	308 089
Relation entre les fonds provenant de l'UE et le financement de base (OFS)							
Capital-risque	49%	3%	12%	24%	1%	11%	0%
Part du capital-risque investi en Suisse entre 2013 et 2017 (Swiss Venture Capital Report)							

# Panorama économique du Léman

*Les cantons de Genève et de Vaud affichent une forte dynamique démographique et économique. Grâce à un tissu d'entreprises diversifié, ces cantons ont pu surmonter les difficultés des années 1990 et rebondir après la crise financière de 2008. Si beaucoup d'investissements privés sont réalisés dans la région, l'Etat pèse toutefois encore lourd sur l'économie.*

---

Jérôme Cosandey

---

Derrière le paisible paysage de l'Arc lémanique se cache une impressionnante dynamique démographique et économique. La population de la région a plus que triplé depuis 1900 pour atteindre près de 1,3 millions d'habitants en 2017, soit 793 000 dans le canton de Vaud et 495 000 dans celui de Genève. En comparaison suisse, la croissance de la population a été particulièrement forte dans la région au cours des vingt dernières années. Le taux de croissance annuel sur cette période était de près de 25 % en dessus de la moyenne suisse dans le canton de Genève et 50 % en dessus dans celui de Vaud.

## Importance des services

Les secteurs d'activité des habitants ont eux aussi fortement évolué, avec toutefois des trajectoires différentes selon le canton. En 1860, près d'un employé vaudois sur deux travaillait dans le secteur primaire, principalement dans l'agriculture et la viticulture. Aujourd'hui, Vaud est un canton de start-up et de services. En 2018, 17 % des personnes actives l'étaient dans le secteur secondaire et 80 % dans le secteur tertiaire. Genève est, quant à lui, un canton de services depuis longtemps. Ce secteur comptait 43 % des emplois genevois en 1860 déjà, pour 86 % aujourd'hui (CH 78 %).

Ce changement de fond du tissu économique se traduit aussi dans la valeur ajoutée créée dans la région. Ainsi, le produit intérieur brut (PIB) des deux cantons lémaniques a augmenté de 12 milliards de francs entre 2008 et 2016 pour atteindre 48 milliards de francs dans le canton de Genève et 56 milliards de francs dans celui de Vaud. Le taux de croissance annuel moyen du canton de Vaud est depuis 2008 nettement supérieur à celui de la Suisse et de la zone Euro (cf. figure). Celui du canton de Genève est nettement plus bas sur cette période avec 0,3 % par an. Si le canton de Genève croît moins vite que celui de Vaud, sa productivité en terme de PIB par habitant est nettement plus haute. Elle dépasse de 36 % celle de son voisin. Toutefois, au vu de l'importance des frontaliers à Genève (près d'un tiers de la

main-d'œuvre du canton) et des flux de travailleurs entre les deux cantons, une comparaison du PIB par emploi équivalent plein temps est plus pertinente. Les différences se réduisent alors et la productivité des cantons lémaniques se rapproche de la moyenne suisse (VD 160 000 francs, GE 167 000 francs, CH 165 000 francs). Leur productivité se situe toutefois bien en dessous de cantons avec une forte industrie d'exportation comme Neuchâtel, Zoug et Bâle-Ville (NE 182 000 francs, ZG 217 000 et BS 220 000 francs, voir p. 13).

## Terre de start-up

Derrière les chiffres abstraits du PIB se cache un tissu économique très diversifié, en terme de taille d'entreprises comme de secteurs d'activité. La Genève internationale est le siège de nombreuses multinationales actives dans le secteur secondaire, comme Firmenich, Givaudan, Procter & Gamble et Rolex, mais aussi dans le domaine des services avec ses banques privées aux activités internationales et ses sociétés de négoce. A noter qu'un tiers du commerce pétrolier mondial est effectué depuis Genève. Le canton de Vaud possède lui aussi de nombreux fleurons de l'industrie et de la recherche, comme Nestlé, Ferring, Merck (ex Serono), Kudelski, Bobst ou Tetra Pak.

Ces grandes sociétés sont aussi intégrées dans un filet de petites et moyennes entreprises. Ainsi, six employés sur dix dans le canton de Vaud, et près des trois quarts des employés dans le canton de Genève travaillent pour des petites ou microentreprises ayant moins de 50 collaborateurs.

La capacité de renouvellement des entreprises est également notable. Ainsi, le nombre d'entreprises créées par mille emplois équivalent plein temps est proche, voire légèrement en dessus de la moyenne suisse, et la moitié du capital de jeunes pousses (venture capital) en Suisse est canalisée dans la région. Un autre quart se concentre dans la région de Zurich et le solde dans le reste du pays.

Suite à ce renouveau économique, le taux de chômage dans l'Arc lémanique a fortement diminué depuis le milieu des années 1990, où il s'élevait encore à plus de 7,5%. En décembre 2018, il n'était «plus que» de 4,4% dans le canton de Genève et

3,9% dans le canton de Vaud. Cette dernière valeur tient toutefois compte des chômeurs en fin de droit inscrits dans les offices régionaux de placement. Cette singularité vaudoise gonfle le taux de chômage d'environ 0,7 points de pourcentage. Malgré cette correction, le chômage structurel de la région lémanique reste toujours plus élevé que la moyenne suisse (2,7%).

**Donne, et tu recevras**

Grâce à la haute qualité de vie de la région lémanique, aux liaisons avec le reste du monde dues à la proximité de l'aéroport international de Genève, mais aussi aux infrastructures ferroviaires et routières avec le reste du pays, la région attire des contribuables physiques et moraux. Il en résulte un potentiel fiscal important. Ainsi, le canton de Genève est au total le troisième contributeur net à la péréquation financière nationale. Avec une contribution de 628 francs par habitant, il devance le canton de Zurich (336 francs), mais paie moins d'un quart de la contribution par habitant du canton de Zoug. Le canton de Vaud, longtemps lui aussi un contributeur net, est passé de l'autre côté de la barre l'an dernier et reçoit 86 francs par habitant en 2019.

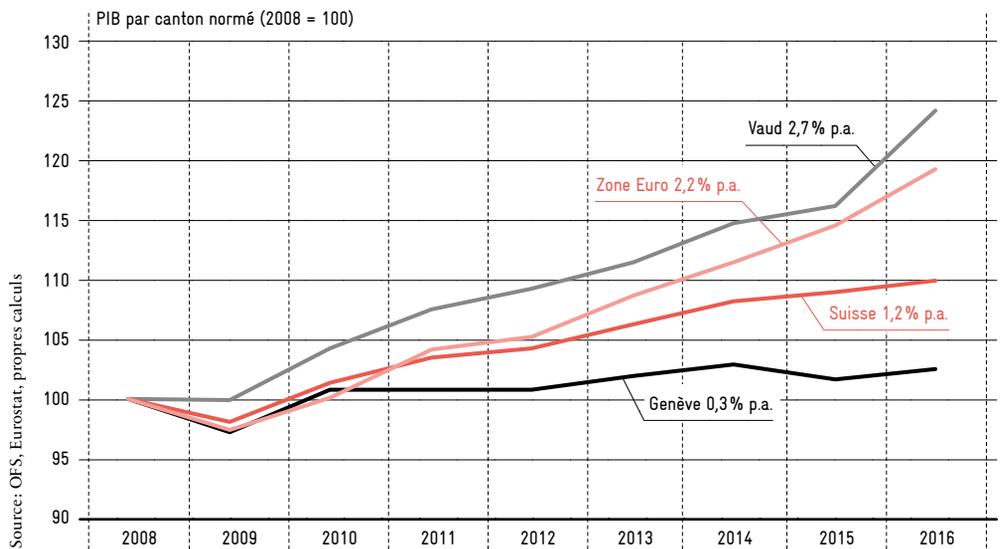
Si le potentiel de ressources fiscales diffère entre les cantons lémaniques, la ponction effective de l'Etat est comparable et conséquente. Nulle part ailleurs en Suisse, le taux d'exploitation du potentiel fiscal atteint les 34% et 33% prévalant dans les cantons de Genève et Vaud. Si ces cantons ponctionnent fort, ils dépensent beaucoup aussi. Leur part se monte à 19% du PIB cantonal, soit deux fois plus que dans le canton de Zurich ou de Zoug. L'appareil étatique est aussi fortement développé. Le nombre d'emplois au sein de l'administration publique par rapport à l'ensemble de la population active est particulièrement élevé à Genève, et, dans une moindre mesure, aussi dans le canton de Vaud. A l'échelle suisse, seul le canton d'Uri a une administration encore plus conséquente.

**Différentes approches face à la dette**

Malgré des politiques fiscales semblables, les cantons gèrent leur dette différemment. Le canton de Vaud, fortement endetté jusqu'au milieu des années 2000, a su rebondir. Aujourd'hui,

**Une forte croissance économique depuis 2008**

La croissance du PIB cantonal du canton de Vaud est constamment plus élevée que la moyenne suisse depuis 2008. Elle affiche un taux annuel moyen de 2,7%. L'économie genevoise, fortement touchée par la crise financière de 2008, a aussi progressé, mais plus lentement, avec une croissance moyenne de 0,3% par an.



sa dette par habitant est en dessous de la moyenne suisse. Le contraste avec Genève ne pourrait être plus marqué. La dette du canton et des communes par habitant est la plus haute du pays avec 37 000 francs en 2016, 10 000 francs de plus qu'à Bâle-Ville, le deuxième canton le plus endetté de Suisse.

A cette dette explicite s'ajoute une dette implicite. Les caisses de pension du canton de Genève et de Vaud sont financées selon le modèle de la capitalisation partielle, c'est à dire que leurs actifs financiers en 2017 suffisaient seulement à garantir 61% et 73% de l'ensemble des rentes courantes ou promises. Le découvert doit être garanti par l'Etat, ce qui implique une hypothèque pour les générations futures.

La région se caractérise donc par un fort dynamisme et une économie saine et diversifiée. L'image d'une région à la traîne du pays, comme cela a pu être le cas dans les années 1990, doit clairement être revue. Toutefois, un taux de chômage plus élevé, une productivité moyenne et une lourde charge fiscale restent des défis économiques importants pour cette région pleine de potentiel.

# Un pôle d'attraction pour les organisations internationales

*L'Arc lémanique est une région d'implantation importante pour les organisations internationales et les ONG, créant une valeur ajoutée économique et politique pour toute la Suisse. Toutefois, la concurrence pour attirer ces organisations s'intensifie et une stratégie bénéficiant d'un large soutien de l'ensemble du pays s'impose.*

---

Patrick Dümmler, Pascal Lago

---

L'Arc lémanique est, avec 40 organisations actives au niveau international et environ 400 ONG, un lieu d'implantation mondial important pour la coopération internationale. Selon le DFAE, la densité des organisations internationales à Genève, mesurée par le nombre d'acteurs internationaux et de conférences annuelles, est unique au monde; elle dépasse même celle de New York, siège des Nations Unies.

## **Des coûts importants pour des recettes encore plus élevées**

Toutefois, accueillir des organisations internationales entraîne des coûts administratifs supplémentaires. Selon une étude réalisée en 2015 par l'Université de Genève, les communes, les cantons et la Confédération dépensent ensemble environ 890 millions de francs par an. En comparaison, les recettes fiscales découlant de ces organisations s'élèvent à 634 millions de francs.

Néanmoins, le bilan économique global est positif: la contribution des organisations internationales est estimée à 3,5 milliards de francs, soit 11% du produit intérieur brut (PIB) cantonal genevois et 14% de l'ensemble des employés du canton de Genève. En 2015, on comptait 30 000 employés directs et 3,3 milliards de francs de dépenses directes annuelles dans le canton, voire 5 milliards de francs dans le «Grand Genève». Le canton de Vaud emploie quant à lui plus de 1 300 personnes dans 36 fédérations sportives internationales, avec des retombées économiques estimées à plus de 500 millions de francs par an.

## **L'importance de l'effet «cluster»**

Contrairement aux effets économiques, les avantages politiques – en particulier pour la Suisse dans son ensemble – peuvent difficilement être estimés de manière empirique. Néanmoins, on peut supposer que notre pays, en tant que siège des organisations, peut mettre en avant ses intérêts politiques plus rapidement et plus efficacement que si les organisations se trouvaient dans un autre pays.

Le rôle de la Suisse en tant que pays hôte s'est historiquement développé en raison de sa situation centrale et de sa politique de neutralité. Aujourd'hui, c'est surtout l'effet de regroupement («cluster») qui détermine l'attractivité du site. À Genève, les priorités thématiques sont les services humanitaires (CICR), les mesures de consolidation de la paix (Geneva Centre for Security Policy), la santé (OMS), l'économie (OMC, OIT, Forum économique mondial), la science (CERN) et l'environnement (WWF). Le canton de Vaud est une destination prisée par les organisations sportives internationales (UEFA, Comité international olympique).

Néanmoins, il ne faut pas oublier que l'Arc lémanique n'est pas la seule région attractive dans le monde: la concurrence avec les autres villes s'est accrue. Outre ses concurrents traditionnels (Vienne, Bonn, La Haye et Copenhague), il faut désormais compter avec Singapour, Abu Dhabi, Dubaï, Doha et Séoul. Ces concurrents tentent d'attirer les organisations internationales avec des privilèges et des incitations financières considérables. La Suisse est plus retenue, se concentrant principalement sur les crédits financiers pour les investissements d'infrastructure des organisations.

## **La voix du peuple**

Les avantages géographiques et politiques de la Suisse, ainsi que l'effet de cluster restent des atouts majeurs. Ils se traduisent par un rythme de croissance de la «Genève internationale» supérieur à la moyenne de l'économie cantonale.

Mais au niveau international, l'approche multilatérale est sous pression et le droit du plus fort semble gagner en importance. Or, la Suisse est particulièrement dépendante de l'approche multilatérale défendue par les organisations internationales. C'est pourquoi l'implantation des sièges de ces institutions en Suisse doit être soutenue par la population aux niveaux cantonal et national. Cela implique aussi une sanction systématique des fautes commises par certaines associations, comme dans le domaine du sport, par exemple. Sans le soutien du peuple, la Suisse ne pourra plus jouer pleinement son rôle d'hôte d'organisations internationales.

# Le Léman et les Pyrénées

*L'Arc lémanique, en particulier Genève, a une sensibilité politique parfois très différente de celle qui domine au niveau national, y compris au sein d'une même famille politique. Les attentes envers l'Etat ou la conception du partenariat social sont souvent perçues de manière spécifique en Suisse romande.*

---

Tibère Adler

---

«Vérité en deçà des Pyrénées, erreur au-delà» écrivait Blaise Pascal (Les Pensées). Par cette phrase devenue proverbe, le penseur et philosophe du 17<sup>e</sup> siècle exprimait déjà la subjectivité des concepts politiques. Ce qui vaut pour un peuple, pour une région, n'est pas nécessairement compris ou perçu de la même manière par un autre peuple, une autre région.

Au risque de la généralisation abusive, force est de constater des différences profondes entre Arc lémanique (surtout Genève) et reste de la Suisse sur certains sujets politiques. Cette différence se marque aussi à l'interne des familles politiques. Prenons deux exemples.

## Prévoyance 2020: la politique tête-bêche

Le projet «Prévoyance 2020» (réforme de l'AVS et de la prévoyance professionnelle), rejeté en votation en 2017, illustre bien les tiraillements internes aux familles politiques, avec pour ligne de front approximative la frontière linguistique.

Du côté patronal, les organisations économiques et d'employeurs de Suisse alémanique étaient opposées au projet, en particulier en raison de sa proposition d'augmentation des rentes AVS – et donc des coûts. Vision différente autour de l'Arc lémanique: les principales organisations patronales (notamment la FER genevoise et le Centre Patronal vaudois) soutenaient «Prévoyance 2020», affirmant qu'une réforme imparfaite valait mieux qu'un enlèvement total.

Du côté syndical, les organisations de salariés alémaniques défendaient «Prévoyance 2020», au nom du pragmatisme. Mais les syndicats et la gauche «dure» lémaniques (surtout à Genève) combattaient la réforme vent debout, estimant qu'elle était insuffisante dans ses progrès pour les salariés.

Situation tête-bêche donc, voire schizophrénique, pour cette votation (l'expression «tête-bêche» indique que deux éléments s'opposent, par exemple deux personnes partageant le même lit les pieds de l'un en face de la tête de l'autre). Imaginez cela concrètement: le responsable central d'un grand syndicat

national soutenant «Prévoyance 2020» avait deux formats de débat complètement différents. En Suisse alémanique, soutenu par la gauche, il avait pour adversaires la droite bourgeoise et les organisations patronales. En Suisse romande, il avait pour alliés objectifs les organisations patronales lémaniques, et pour principaux adversaires les syndicats et la gauche genevois.

Cette mosaïque peu lisible d'opinions et d'intérêts contradictoires a contribué au rejet du projet en votation.

## Partenariat social et extension des CCT: deux visions différentes

En matière de partenariat social, il existe une véritable différence de conception patronale entre l'Arc lémanique et la Suisse alémanique.

Les puissantes organisations patronales lémaniques (FER, Centre Patronal) sont les moteurs d'une politique d'extension facilitée des CCT (conventions collectives de travail). Conjointement avec les syndicats, elles plaident régulièrement pour l'abaissement des seuils permettant de forcer des entreprises non soumises à une CCT d'en appliquer néanmoins les règles. Elles se font ainsi les promoteurs d'un partenariat social contraint, et non pas volontaire. Ces mêmes organisations patronales lémaniques défendent aussi ardemment les mesures d'accompagnement (clauses spéciales de protection des salaires locaux), estimant que c'est le prix à payer pour conserver une majorité politique favorable à la libre circulation des personnes.

La position de base des organisations patronales de Suisse alémanique est toute autre. Ces dernières défendent la conception classiquement libérale selon laquelle toute entreprise doit pouvoir décider elle-même si elle désire adhérer (ou non) à une CCT. L'extension continue des CCT est parfois dénoncée comme une sorte d'«Ersatz» d'un droit du travail suisse qui reste, quant à lui, toujours plutôt libéral. L'extension des CCT et le développement des mesures d'accompagnement sont perçus comme un outil de conservation du pouvoir des syndicats, toujours plus faibles en nombre de membres, mais bien financés par ces nouvelles réglementations.

# Vieillir chez soi: c'est possible

*Alors que les soins de longue durée sont bien appréhendés sur l'Arc lémanique et permettent aux seniors de vieillir à domicile, ces derniers séjournent plus fréquemment à l'hôpital en fin de vie. Or, les instituts hospitaliers de l'Arc lémanique figurent parmi les plus subventionnés de Suisse.*

---

Noémie Roten, Jérôme Cosandey

---

Vieillir chez soi: c'est ce à quoi aspirent de nombreux seniors dans notre pays. Et, dans les faits, beaucoup y parviennent, puisqu'à en croire les chiffres de l'Observatoire suisse de la santé (Obsan), près de 95 % des Suisses âgés de plus de 65 ans vivent à domicile.

## Vieillir à domicile...

Vaud et Genève poursuivent depuis longtemps une stratégie active de maintien à domicile et de soutien aux proches-aidants, retardant ainsi au maximum l'entrée en établissements médico-sociaux (EMS). Comme le montre la figure, le taux de lits en EMS par 1000 habitants de 80 ans et plus y est bien inférieur à la moyenne nationale (VD: 186; GE: 165; Suisse: 224). En outre, vu les moyens engagés par ces cantons pour maintenir les seniors le plus longtemps possible à domicile, il n'est pas surprenant que beaucoup de personnel soit engagé dans les services d'aide et de soins à domicile (SASD). Les SASD vaudois occupent en effet 3,5 personnes à plein temps pour 1000 habitants, les genevois 3,7; ce qui est relativement élevé en comparaison nationale, la moyenne suisse se situant à 2,3 postes pour 1000 habitants (cf. figure).

Poussons la comparaison intercantonale un peu plus loin: les cantons de Genève et de Vaud disposent certes de peu de lits en EMS, tout comme les cantons suisses alémaniques de Soleure et de Bâle-Campagne, mais ces derniers emploient presque deux fois moins de personnel SASD que les premiers. La question du juste optimum entre lits en EMS et personnel SASD se pose donc. Un regard sur les coûts totaux par habitant (EMS et SASD) montre que le canton de Vaud se situe dans la moyenne suisse, alors que Genève se situe nettement au-dessus, principalement en raison des coûts liés au personnel (38 % plus élevés que la moyenne suisse). A cet égard, il est peut-être utile de rappeler que de tout miser sur les offres ambulatoires de soins à domicile n'est pas forcément pertinent en termes de coût. Plusieurs études ont en effet montré qu'à partir de besoins

nécessitant plus de 120 minutes de soins par jour, l'EMS est systématiquement meilleur marché que les SASD (et peut parfois même déjà l'être à partir de 60 minutes de soins par jour).

A relever aussi que l'organisation des soins à domicile sur l'Arc lémanique repose encore souvent sur de grandes structures centralisées et cantonales (p. ex. AVASAD pour le canton de Vaud et IMAD pour celui de Genève). L'évolution des besoins de la population senior étant incertaine – les «seniors» ne formant pas un groupe d'intérêts homogène –, ce type de structures risque de manquer de flexibilité pour l'avenir. Bien des cantons de Suisse alémanique font appel à des structures de soins à domicile plus petites, laissant aussi plus de place à des acteurs privés, qui sont ainsi capables de s'adapter plus facilement et plus rapidement aux besoins changeants de leur population.

## ... grâce à des offres intermédiaires...

Une dimension absente de la figure, mais prenant de plus en plus d'importance dans la planification de l'Arc lémanique, est celle de l'amélioration de l'offre dite intermédiaire. En effet, pour retarder l'entrée en EMS, le développement de structures intermédiaires (sorte d'entre-deux entre la prise en charge dans le domicile usuel et celle en EMS) joue un rôle important. Elles comprennent notamment des logements protégés, des structures d'accueil de jour et de nuit, ainsi que différentes formes de communautés d'habitations à l'instar des «Quartiers solidaires». Ces derniers sont principalement implantés tout le long de l'Arc lémanique, ainsi que dans le Nord vaudois au bord du lac de Neuchâtel. L'idée de ces quartiers est simple: il s'agit, outre la mise à disposition de logements adaptés à leurs besoins, de renforcer les liens sociaux et l'intégration des aînés au sein de la communauté. L'offre sur l'Arc lémanique paraît vaste et intéressante comparée à celle de la Suisse alémanique où l'entrée en EMS est peut-être plus généralement perçue comme une étape faisant partie du courant normal qu'en Suisse romande.

**... mais mourir dans les hôpitaux...**

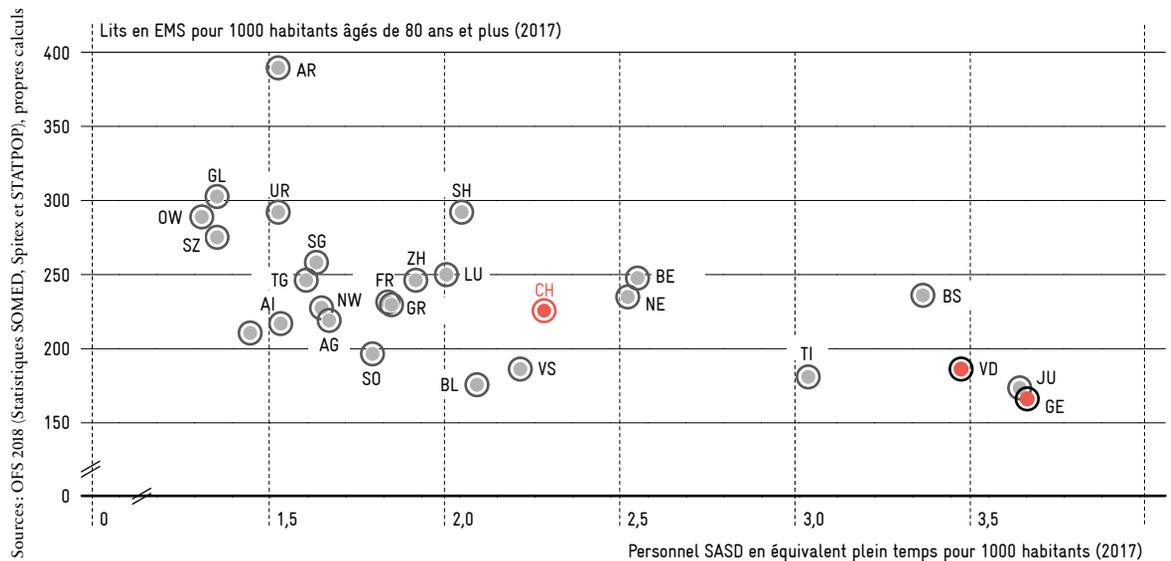
Viellir à domicile est une chose; y mourir en est une autre. Là aussi, la plupart des gens préféreraient mourir chez eux plutôt que dans un institut hospitalier. Or, si les soins de longue durée sont bien appréhendés en Suisse romande et permettent aux seniors de vieillir à domicile, une étude de l'Institut de médecine sociale et préventive de l'Université de Berne met en lumière des différences régionales et culturelles importantes en ce qui concerne l'élection de la dernière demeure. En Suisse romande et au Tessin, les personnes meurent plus fréquemment à l'hôpital et y séjournent en moyenne plus longtemps en fin de vie (comprenez par là au cours des six derniers mois de leur vie) qu'en Suisse alémanique – à l'exception de Bâle-Ville. Cela a naturellement un impact sur les coûts car les dépenses médicales occasionnées au cours de la dernière année de vie sont en moyenne cinq fois plus élevées que celles des années précédentes. Ainsi, selon cette même étude, ces coûts s'élevaient entre 36 000 et 57 000 francs dans l'Arc lémanique, alors qu'ils ne se situaient qu'entre 8000 et 27 000 francs dans d'autres régions du pays. Il n'est pas exclu que cela puisse avoir un impact sur les primes d'assurance maladie payées par les habitants de l'Arc lémanique. En effet, il est de notoriété publique que les primes ayant cours dans les cantons de Vaud et de Genève sont parmi les plus élevées du pays (avec 419 et 480 francs respectivement, contre 372 francs en moyenne nationale).

**... les plus subventionnés de Suisse**

En matière de planification hospitalière, les changements structurels qui auraient dû être induits par une plus forte concurrence suite à la révision LAMal de 2012 et qui auraient permis une organisation plus efficace de l'offre hospitalière semblent être freinés par l'adoption de pratique cantonales particuliè-

**Un objectif, 26 solutions**

*Tout comme les cantons de Soleure et de Bâle-Campagne, ceux de Genève et de Vaud disposent de relativement peu de lits en EMS, mais ils emploient presque deux fois plus de personnel dans les services d'aide et de soins à domicile (SASD). Cela pose la question du juste optimum entre lits en EMS et personnel SASD.*



rement protectrices à l'égard des hôpitaux publics des deux cantons. Par exemple, en matière de subventionnement, une étude du Professeur Felder de l'Université de Bâle relève que 96% des prestations d'intérêt général (PIG) versées en Suisse le sont à des hôpitaux publics. Vaud et Genève sont d'ailleurs les plus généreux en la matière puisqu'ils octroient à leurs hôpitaux 49% de toutes les PIG versées en Suisse, alors qu'ils comptabilisent environ 15% de la population totale en Suisse. Le canton de Vaud dépense ainsi pas moins de 680 francs de PIG par habitant, celui de Genève 513. En comparaison, le canton du Valais dépense 11 francs de PIG par habitants et ceux de Zurich et de Berne, qui disposent tous deux d'un hôpital universitaire, dépensent respectivement 121 et 129 francs de PIG par habitant. Ainsi, des appréhensions différentes de l'Etat se dessinent entre suisses romands et suisses alémaniques même dans l'ultime étape de vie: les habitants de l'Arc lémanique se voient mourir plus fréquemment dans les hôpitaux les plus subventionnés de Suisse.

# A Genève, qui déménage perd

*La pénurie de logements est chronique à Genève, mitigée uniquement par les ralentissements de l'économie. Si le marché genevois est particulier, c'est à cause de blocages «fait maison». Genève a «perfectionné» le droit du bail fédéral en colmatant des brèches qui ailleurs font office de soupape.*

---

Marco Salvi

---

Le meilleur tuyau pour économiser de l'argent à Genève? Ne jamais déménager. Selon les données de l'Office cantonal de statistique (OCSTAT), le loyer moyen d'un logement occupé moins de trois ans par le même locataire est environ 70% plus élevé que celui d'un logement semblable, occupé depuis plus de 20 ans. Autrement dit, pour chaque année passée dans le même appartement, le loyer s'écarte de 2,7% par rapport à celui du marché.

Cette prime à l'immobilité, que les économistes appellent «lock-in», n'est pas l'apanage de la ville du bout du lac. On l'observe dans toutes les grandes villes de Suisse, mais dans une moindre mesure. Elle est une conséquence directe du droit du bail, ce dernier liant étroitement l'adaptation des loyers pendant la durée du bail aux changements du taux hypothécaire – un contresens économique dans une période de forte demande de logements et de taux zéro.

Genève a «perfectionné» le droit suisse en colmatant des brèches qui ailleurs font office de soupape aux évolutions du marché locatif. C'est le cas – entre autres – de la Loi sur les démolitions, transformations et rénovations (LDTR), la principale loi cantonale de protection des locataires. En théorie, elle complète harmonieusement le droit fédéral en permettant aux locataires de ne pas se voir imposer de hausses de loyer après que des travaux ont été effectués dans leur logement. En réalité, elle décourage la rénovation des immeubles, favorise la dégradation des surfaces locatives, incite au bricolage et diminue la mobilité des ménages.

Politiquement, la LDTR a du succès: elle a fait des adeptes dans d'autres cantons romands et à Bâle. Bien sûr, pour les locataires de très longue durée, cette loi est une aubaine, pour autant qu'ils soient prêts à faire des compromis sur la qualité de leur habitation. Mais seul les «initiés» en profitent: pour les étudiants, les mobiles, les migrants, les jeunes familles, c'est une autre histoire. Puisque les anciens locataires renoncent à bouger même quand leur logement est inadapté à leurs

besoins, les appartements vacants en ville sont rarissimes. Genève gaspille ainsi une ressource précieuse et se retrouve avec le même taux de rotation que des cantons ruraux, comme le Jura ou Obwald. Faute de trouver un appartement, les Genevois de classe moyenne doivent vivre à l'étroit (depuis 2010 le nombre de ménages est inchangé malgré une augmentation de la population de plus de 5%) ou s'expatrient (50 000 Genevois vivent du côté français de la frontière). Cela n'encourage pas la mixité. De toutes les agglomérations suisses, c'est Genève qui a le niveau de ségrégation sociale le plus élevé.

## Plus de coopératives, à terme la pénurie

Récemment, grâce au déblocage de quelques gros projets, la construction est enfin repartie. En outre, le ralentissement économique provoqué par la crise du secteur bancaire (le PIB par habitant est en recul par rapport à 2010) a refroidi quelque peu la demande de logements. Les loyers des nouveaux baux stagnent à un haut niveau. Mais soyons réalistes, dès que les taux d'intérêts remonteront ou la conjoncture repartira, le marché s'asséchera à nouveau.

Le monde politique genevois – très, voire trop impliqué dans ce secteur – n'est pas à court de «solutions» toujours plus tarabiscotées pour combattre l'éternelle pénurie. En 2014, il a imposé des densités minimales en zone villa; dernièrement, il propose de booster les coopératives. Or, ce ne sont que des pis-aller: il y déjà 5000 ménages sur les listes d'attente des coopératives genevoises, soit plus qu'il n'y a de logements. Une densification de la zone villa est freinée par des prix des terrains plafonnés par le Canton.

Il faudra bien qu'un jour les Genevois finissent par accepter que, dans une ville prospère, le sol est un bien rare. Il ne peut être bradé sans créer toute une ribambelle d'effets pervers. Un certain réajustement des loyers anciens, via un assouplissement de la LDTR en cas de rénovation, est inévitable. Cela permettra d'améliorer la qualité du parc immobilier. Si des ajustements sociaux sont nécessaires, c'est par des subventions ciblées aux personnes et par la fiscalité qu'il faut les faire. C'est plus efficace, et aussi plus juste.

# Liberté et patrie? Oui, mais...

*L'indice de liberté d'Avenir Suisse mesure et compare les libertés économiques et civiles des cantons suisses. En 2018, le canton de Genève occupait le dernier rang et le canton de Vaud l'antépénultième position. Pourquoi cette performance relativement faible? Quelles sont les forces des deux cantons?*

---

Mario Bonato, Samuel Rutz

---

La liberté est un concept central de notre société, comme dans l'Arc lémanique. Le terme se retrouve même sur les armoiries du canton de Vaud («Liberté et patrie»). L'absence de véritable «Röstigraben» dans l'indice de liberté d'Avenir Suisse<sup>1</sup> semble indiquer que la compréhension de la liberté et les efforts pour la maintenir vont au-delà des barrières linguistiques. Le canton du Jura, par exemple, est depuis longtemps en tête en matière de libertés civiles. Néanmoins, les cantons de Genève et de Vaud se classent régulièrement au bas de l'indice de liberté annuel.

## Les faibles bases de la liberté économique

Ces mauvais classements s'expliquent notamment par la faible performance du sous-indice économique, qui comprend au total 17 indicateurs. De la charge fiscale au taux d'exploitation du potentiel fiscal en passant par la part des employés du secteur public, les deux cantons se situent nettement en dessous de la moyenne dans une comparaison intercantonale. Ce résultat peut contenir une certaine composante culturelle. Par exemple, les quotes-parts de l'Etat élevées – environ 19% – dans les cantons de Genève et de Vaud suggèrent une compréhension fondamentalement différente de l'Etat qu'en Suisse alémanique, où les cantons en tête (Zoug et Zurich) ont des quotes-parts inférieures à 10%. Au regard des normes suisses, l'Etat semble être chargé d'un plus grand nombre de tâches sur les rives du Léman, et ce dans une mesure qui ne serait guère politiquement possible ou concevable dans d'autres cantons. En ce sens, l'Arc lémanique est nettement plus étatique que la plupart des autres cantons suisses – l'Etat protecteur pèse plus que la liberté dans la balance politique.

## Des libertés civiles exemplaires

Les douze indicateurs civils présentent une image différente. Dans ce domaine, Genève et Vaud ne s'imposent que peu de limites. Ils s'autorisent des libertés inconnues ou impopulaires

en Suisse alémanique. Si l'on considère par exemple les droits de participation démocratique des étrangers, les deux cantons lémanique ont des règles relativement libérales. Dans les deux cantons, la population étrangère a le droit de vote et d'éligibilité au niveau communal. Dans le canton de Vaud, les étrangers peuvent même être élus au niveau communal. La proportion d'étrangers supérieure à la moyenne dans les deux cantons (GE 40%, VD 34%) est ainsi prise en compte de manière exemplaire. Et ce, à l'inverse de nombreux autres cantons où le fameux slogan de la guerre d'indépendance des Etats-Unis «no taxation without representation» («pas d'imposition sans représentation») ne s'applique pas.

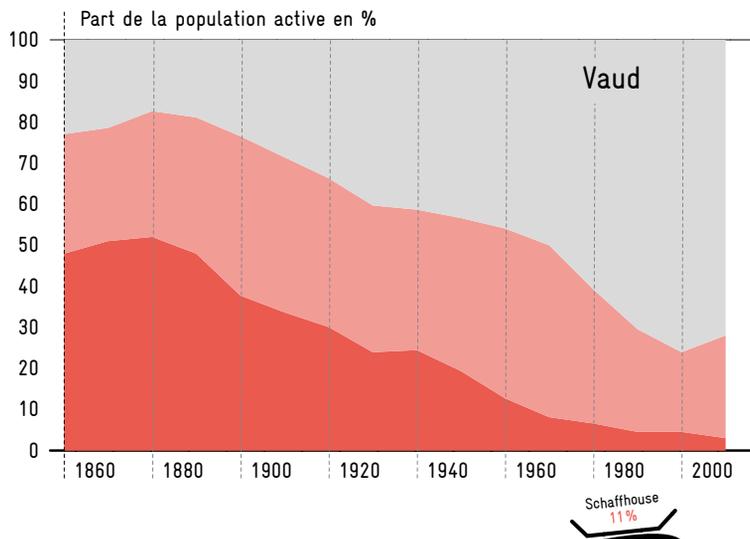
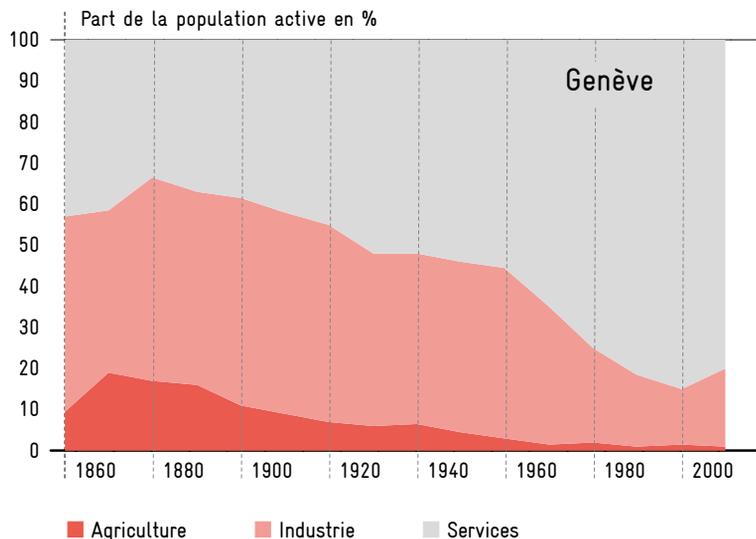
## Une séparation de l'Etat et de l'Eglise réussie

Les enseignements des Lumières ont fortement influencé la constitution et les lois des deux cantons de l'Arc lémanique. C'est le cas dans le domaine de la laïcité, où le canton de Genève, en particulier, a un rôle modèle à jouer et applique ce principe de manière cohérente. La majorité des cantons suisses alémaniques, qui entretiennent encore aujourd'hui des liens relativement étroits avec les églises, pourraient s'inspirer de l'expérience des deux cantons du Léman à cet égard. En Suisse alémanique, par exemple, l'obligation pour les personnes morales (évidemment sans confession) de payer l'impôt ecclésiastique est encore largement répandue, ce qui représente une réduction considérable de la liberté économique des entreprises.

L'indice de liberté d'Avenir Suisse montre que les cantons de Vaud et de Genève ont une approche libérale des questions civiles. Afin de maintenir et de renforcer encore la fonction de moteur économique régional de l'Arc lémanique, il serait toutefois souhaitable que les deux cantons offrent plus de liberté dans le domaine économique. Ainsi, la première partie de la devise «liberté et patrie» serait mieux honorée.

---

1 <https://www.avenir-suisse.ch/fr/lindice-de-liberte/>

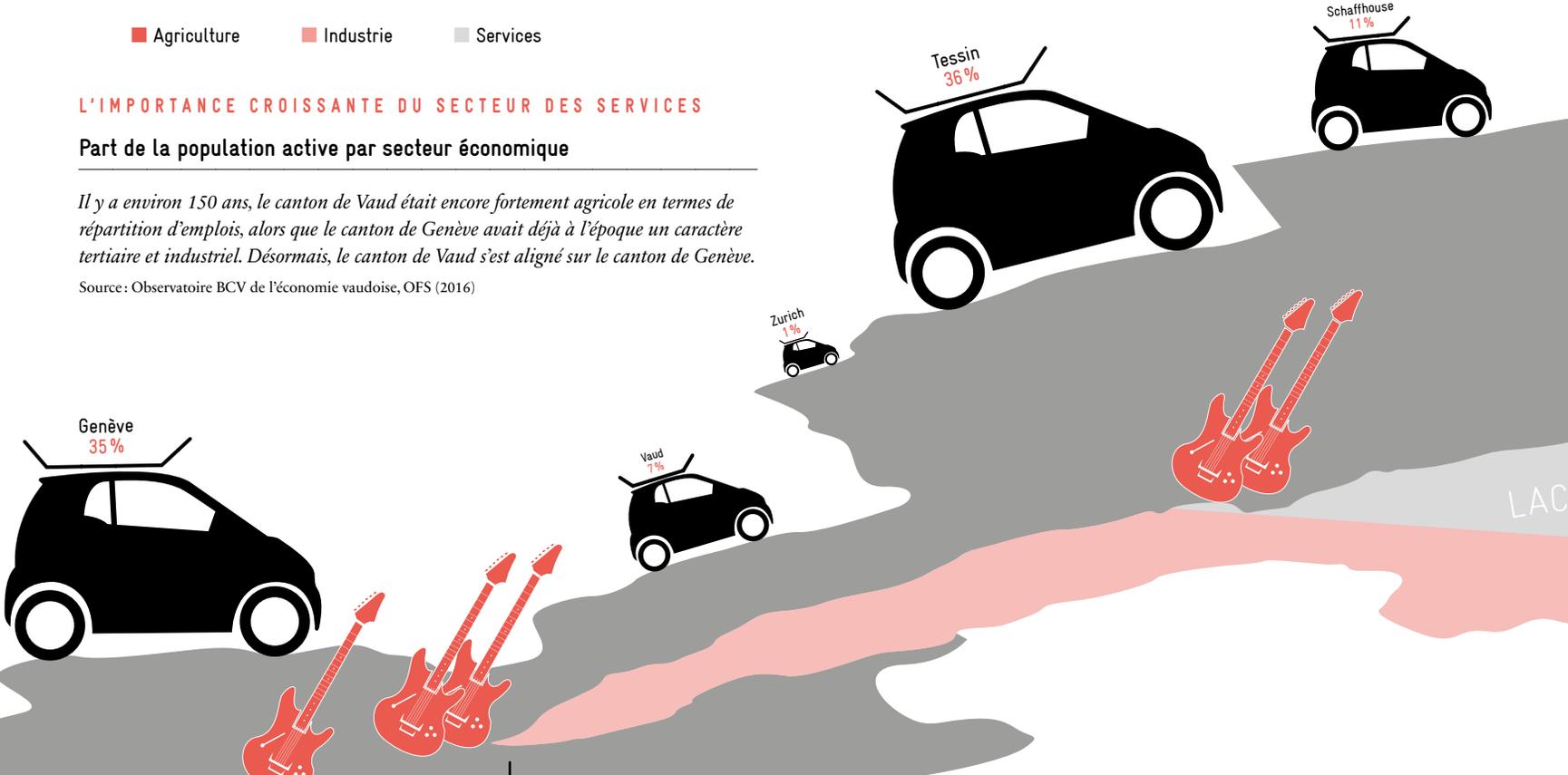


L'IMPORTANCE CROISSANTE DU SECTEUR DES SERVICES

Part de la population active par secteur économique

Il y a environ 150 ans, le canton de Vaud était encore fortement agricole en termes de répartition d'emplois, alors que le canton de Genève avait déjà à l'époque un caractère tertiaire et industriel. Désormais, le canton de Vaud s'est aligné sur le canton de Genève.

Source: Observatoire BCV de l'économie vaudoise, OFS (2016)



DE NOMBREUX FRONTALIERS

Part des frontaliers par rapport aux personnes actives occupées (2018)

La taille des voitures représente la part des frontaliers par rapport au nombre de personnes actives occupées pour chaque canton. Le canton de Genève occupe la deuxième place en Suisse. Le ratio est beaucoup plus faible dans le canton de Vaud.

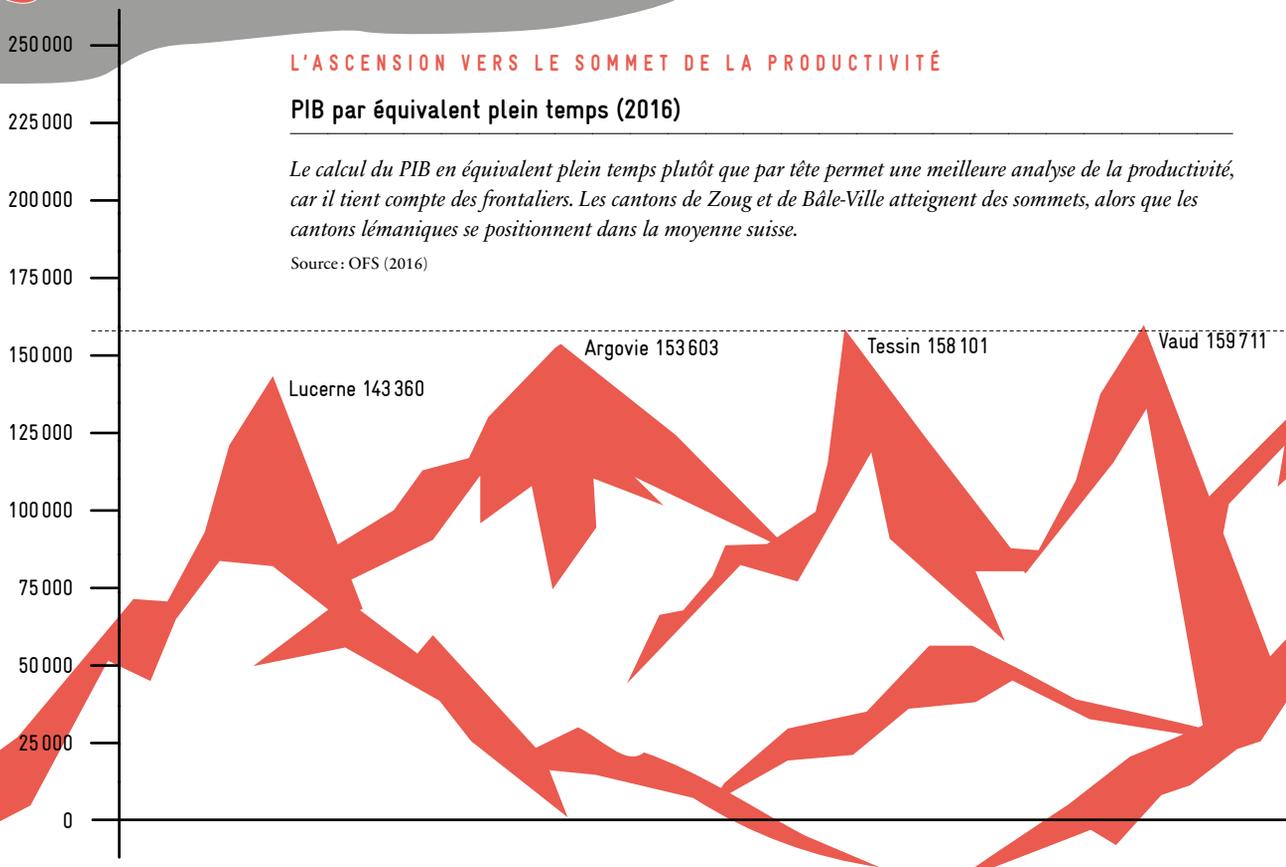
Source: OFS (2018)

L'ASCENSION VERS LE SOMMET DE LA PRODUCTIVITÉ

PIB par équivalent plein temps (2016)

Le calcul du PIB en équivalent plein temps plutôt que par tête permet une meilleure analyse de la productivité, car il tient compte des frontaliers. Les cantons de Zoug et de Bâle-Ville atteignent des sommets, alors que les cantons lémaniques se positionnent dans la moyenne suisse.

Source: OFS (2016)

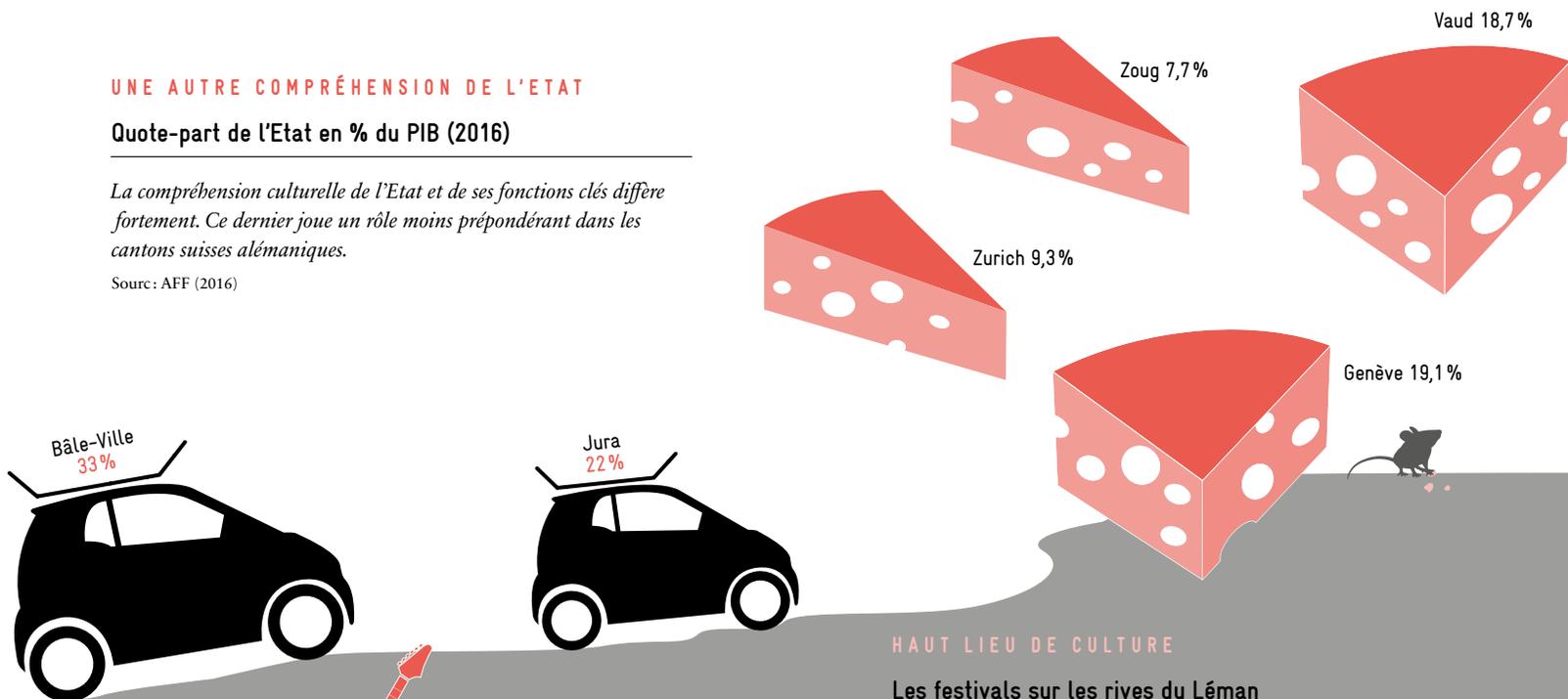


## UNE AUTRE COMPRÉHENSION DE L'ETAT

### Quote-part de l'Etat en % du PIB (2016)

La compréhension culturelle de l'Etat et de ses fonctions clés diffère fortement. Ce dernier joue un rôle moins prépondérant dans les cantons suisses alémaniques.

Sourc: AFF (2016)

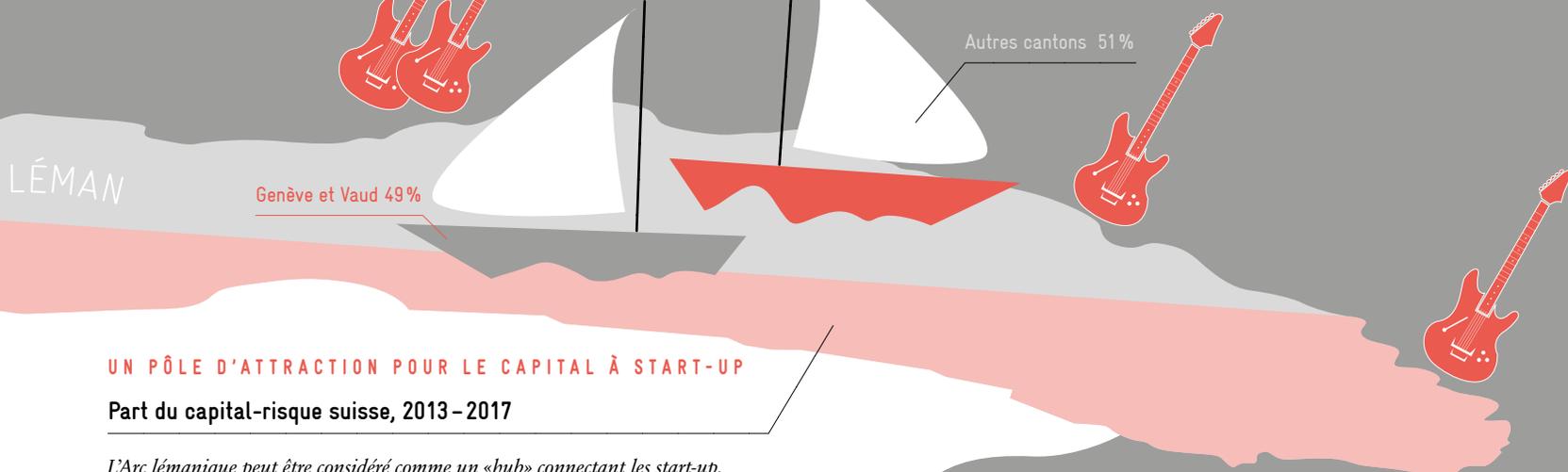


## HAUT LIEU DE CULTURE

### Les festivals sur les rives du Léman

Plus de 60 festivals de musique avaient lieu en 2017 autour du Léman, dont certains à la renommée internationale, tel que le Montreux Jazz. Les dix plus grands festivals sont représentés ici : Montreux Jazz Festival, Paléo Arts et Spectacles, Festival de la Cité, Label Suisse Festival, Cully Jazz, Festival Antigél, Festival de la Bâtie, Caribana Festival, Electron Festival, Venoge Festival.

Sourc: propres recherches

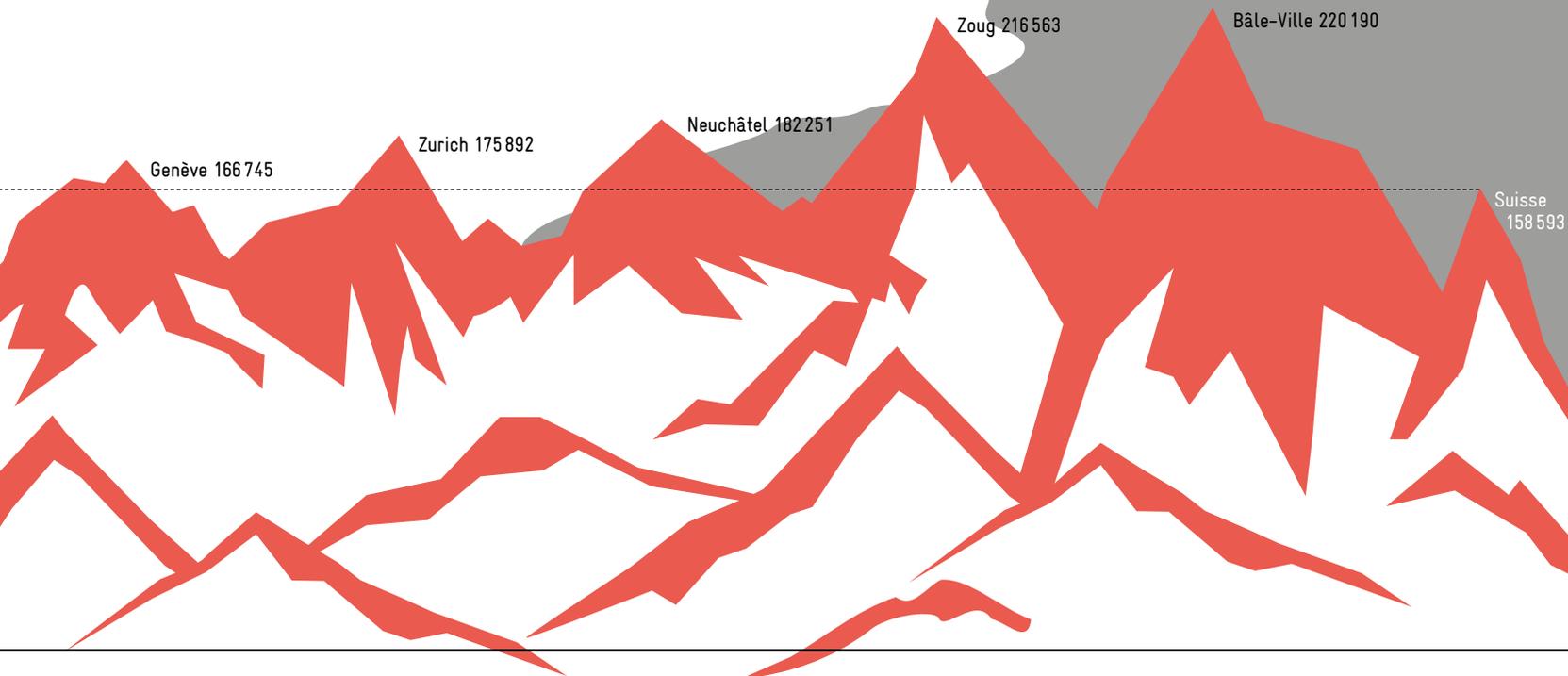


## UN PÔLE D'ATTRACTION POUR LE CAPITAL À START-UP

### Part du capital-risque suisse, 2013 - 2017

L'Arc lémanique peut être considéré comme un «hub» connectant les start-up. Près de la moitié du capital-risque investi en Suisse l'est dans les cantons de Vaud et Genève.

Sourc: startupticker.ch



# Les médias romands sous pression – la faute aux Zurichois?

*Fermetures de publications, réductions budgétaires: les médias romands vont mal. La presse régionale décline particulièrement dans l'Arc lémanique. Résultat: les éditeurs zurichois poussent à la concentration des ressources. La RTS offre, elle, de bonnes prestations, mais largement financées par la Suisse alémanique.*

---

Tibère Adler

---

Les médias traditionnels peinent toujours à maîtriser leur transition vers le numérique, en Suisse romande comme ailleurs. Les lecteurs vieillissent, les ventes sont à la baisse, les revenus publicitaires diminuent. Peu nombreux sont les «digital natives» qui achètent ou s'abonnent à un média. Ce mouvement de déclin graduel, comme toute lente érosion, n'est pas toujours clairement perceptible. Mais il devient spectaculaire lorsque disparaissent des publications (fermeture de L'Hebdo en 2017; arrêt d'impression du *Matin* semaine en 2018) ou lorsque sont annoncées, toujours plus fréquemment, des restructurations et des baisses de coûts.

## Une presse régionale sous pression, surtout autour du Léman

Par son contenu local, la presse régionale joue un rôle essentiel pour la formation de l'opinion, contribuant ainsi à une mission de service public. Pourtant, cet atout unique ne suffit pas à éviter l'érosion économique. Cette évolution négative est surtout perceptible autour du Léman: la Tribune de Genève et, dans une moindre mesure, 24 heures ne cessent de perdre du terrain pour leurs éditions imprimées, sans que le gain en lecteurs numériques ne permette de le compenser. Détenus depuis 2011 par le groupe zurichois Tamedia, ces deux titres n'ont, depuis leur rachat, pas cessé de reculer.

La situation est un peu meilleure dans d'autres cantons, dans lesquels le journal local, propriété d'une société éditrice bien implantée, maintient haut sa fonction identitaire régionale, notamment à Fribourg (la Liberté, Éditions St-Paul) et en Valais (le Nouvelliste, ESH Holding). La presse régionale lémanique se porte donc (relativement) moins bien que celle des autres cantons romands. L'engagement respectif de leurs éditeurs peut expliquer en partie cette différence.

## Des éditeurs alémaniques distants

La proximité géographique (donc aussi politique, personnelle et professionnelle) encourage mieux l'implication de l'éditeur

dans le maintien de la presse régionale qu'une gestion industrielle à distance. Tamedia, éditeur de 24 heures et Tribune de Genève, tente de compenser son manque de «proximité affective» en utilisant son assise nationale: baisse des coûts par concentration et centralisation des ressources, y compris rédactionnelles. Einstein aurait décrit la folie comme l'acte de «faire toujours la même chose et d'espérer des résultats différents». Pour les journaux lémaniques, on peut douter que de constantes restructurations à la baisse, y compris dans l'offre au lecteur, permettent d'augmenter le lectorat et les revenus de la publicité.

Le Temps, journal romand qualitatif, suit la même approche: des baisses des coûts «compensent» régulièrement l'érosion des recettes et des lecteurs. Bien qu'édité conjointement par deux grands éditeurs germanophones (Ringier à Zurich et Axel Springer à Berlin, le plus grand groupe de médias européen), ce journal ne bénéficie pas d'un réseau national «à la Tamedia». Le Temps, actif et ingénieux dans ses initiatives numériques, doit donc suivre une politique solo en ne comptant que sur ses propres forces.

## RTS, merci aux contribuables suisses alémaniques !

Pendant ce temps, la Radio Télévision Suisse (RTS) tient plutôt bien ses parts de marché. Ses programmes, surtout radio, semblent en bonne adéquation avec le public, certes vieillissant. La RTS pratique un ton plus vif, moins empesé, pour les débats et entretiens que la SRF, son pendant suisse alémanique. On retrouve une forme de proximité affective qui constitue, ici aussi, un atout de poids.

Tout ceci n'est possible que grâce aux contribuables alémaniques. En effet, la RTS génère 23 % des revenus de la SSR mais dispose de 33 % de son budget global; cette «différence» valait 115 millions de francs en 2017. Inversement, la SRF, elle, génère 73 % des recettes de la SSR, et ne dépense que 43 % du tout. La contribution suisse alémanique aux programmes de la RTS est donc essentielle.

# Le pragmatisme fiscal lémanique

*Les attentes envers l'Etat sont élevées dans les cantons de Genève et de Vaud. Toutefois, l'obtention des fonds nécessaires est pragmatique. Bien que les forfaits fiscaux et les sociétés à statut particulier soient souvent critiqués sur le plan de l'«équité» fiscale, les cantons lémaniques tablent sur ces recettes fiscales.*

Fabian Schnell, Julian Kamas

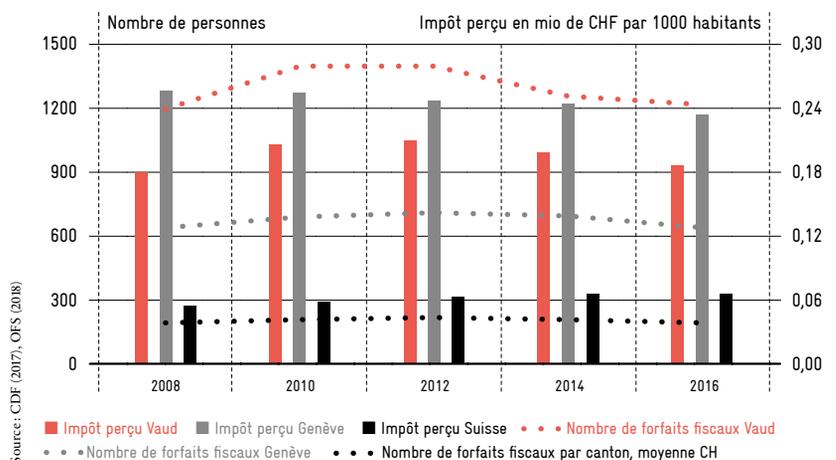
La compréhension du rôle de l'Etat en Suisse romande diffère dans une certaine mesure de celle de la Suisse alémanique. Cela se reflète régulièrement non seulement dans le «Röstigraben» lors des votations fédérales, mais aussi dans la charge fiscale. Selon l'Administration fédérale des finances, Genève est le canton où la charge fiscale est la plus élevée, avec un taux d'exploitation du potentiel fiscal (par rapport au potentiel de ressources de la péréquation fiscale nationale) de 34%, suivie de peu par Vaud avec près de 33%<sup>1</sup>. A titre de comparaison, le taux d'exploitation moyen en Suisse est légèrement inférieur à 25%. Dans le canton de Schwyz, où ce taux est le plus faible, il est de 11% seulement. Les habitants de l'Arc lémanique semblent vouloir un Etat fort et sont prêts à payer pour cela.

L'une des principales raisons en est probablement l'approche très pragmatique, détachée de principes idéologiques, de la politique fiscale menée dans la région lémanique. L'importance des contribuables bénéficiant de «forfaits fiscaux» en est le meilleur exemple. Ceux-ci ne sont pas imposés sur la base de leurs revenus (générés principalement à l'étranger), mais sur la base de leurs frais (de subsistance), comme par exemple la valeur locative de leur immeuble. Les cantons de Vaud et de Genève profitent de recettes élevées grâce à cette forme d'imposition. Par habitant, le produit des forfaits fiscaux est quatre (Vaud) et cinq (Genève) fois plus élevé que la moyenne suisse (voir figure). Même si le nombre de ce type de contribuables a récemment diminué, l'importance des forfaits fiscaux dans le budget de l'Etat reste élevée. On imagine difficilement une abolition de cette pratique dans la région lémanique pour des raisons d'équité vis-à-vis des personnes physiques imposées principalement sur la base du revenu, comme ce fut le cas dans les cantons de Zurich, Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Schaffhouse ou Appenzell Rhodes-Extérieures.

Le pragmatisme fiscal se reflète également dans la fiscalité des entreprises. Bien que les cantons de Vaud et de Genève aient toujours été caractérisés par des taux d'imposition statutaires nettement supérieurs à la moyenne suisse, ils ont en même temps accordé une grande importance à la création de sociétés à statut particulier, fiscalement privilégiées. Dans le canton de Genève, ces sociétés représentent aujourd'hui environ 70% des revenus de l'impôt sur les sociétés, et dans le canton de Vaud, ce chiffre atteint même 85%. Toutefois, face à la pression internationale, ces privilèges fiscaux devront être abolis. La baisse des taux dans le canton de Vaud début 2019, approuvée par 87,2% de l'électorat, et la réduction décidée par le parlement cantonal du canton de Genève dénotent une fois de plus un pragmatisme certain : à l'avenir, les taux d'imposition des bénéfices pour toutes les entreprises seront inférieurs à la moyenne suisse et ces cantons essaieront d'exploiter la marge de manœuvre prévue par la réforme fiscale fédérale (RFFA 19). Il est crucial pour la prospérité de l'Arc lémanique que les réformes envisagées obtiennent l'assentiment de la majorité du peuple, et que les réformes en place perdurent.

## Importance marquée de l'imposition d'après la dépense

*L'imposition d'après la dépense joue un rôle conséquent dans les cantons de Genève et de Vaud par rapport au reste de la Suisse, bien que son importance ait diminué ces dernières années. Toutefois, la persistance de recettes élevées, en particulier dans le canton de Vaud, montre que cette politique fiscale reste pertinente.*



1 Moyenne pour la période 2013–2015

# «Nous sommes condamnés à produire de la qualité»

*En 2015, Gault & Millau n'a pas sacré un Romand comme Meilleur sommelier de Suisse, mais Jérôme Aké Béda, un immigré ivoirien. Celui qu'on nomme le Pape du Chasselas est un fervent défenseur des vins de l'Arc lémanique. Bien que Lavaux soit un terroir propice à la vigne et que le paysage invite à l'œnotourisme, il appelle les vignerons à ne pas se reposer sur leurs lauriers.*

---

Jérôme Cosandey

---

**Vous avez été sacré l'an dernier «Commandeur de l'Ordre des Vins Vaudois», mais avez grandi en Côte-d'Ivoire. Pourquoi avoir quitté votre pays natal ?**

Mon départ a été avant tout motivé par l'envie de me perfectionner dans la restauration et l'hôtellerie. Il y avait aussi une incertitude liée à la situation politique des années 1990, alors que notre ancien et vénéré président Houphouët Boigny était mourant. Ma première destination fut les Etats-Unis, puis la Suisse, reconnue pour la qualité de ses écoles hôtelières.

**Comment êtes-vous entré dans le monde du vin ?**

Par accident, car au départ, et même actuellement à l'Auberge de l'Onde à Saint-Saphorin, ma fonction première est celle de «Maître d'hôtel». Puis j'ai glissé dans le vin et je m'y sens très bien.

**Quelle influence a eu votre origine sur votre succès professionnel ?**

Voici bientôt 30 ans que je suis en Suisse, et je ne me souviens pas avoir été refoulé dans mon travail parce que j'avais la peau noire, ni subi d'injustice quand je méritais un poste. Est-ce parce que je suis connu comme le loup blanc ? (*Rires*)

**En 2015, Gault & Millau vous a élu «Sommelier de l'année» en Suisse. Quelles qualités faut-il avoir pour ce titre ?**

Je ne connais pas les critères de sélection, mais un bon sommelier doit avoir une bonne mémoire, être passionné et surtout curieux de tout. Il doit être affable, humble et savoir écouter ses clients. Il doit aussi avoir beaucoup de tact et de psychologie.

**Parlez-nous de cette passion. Qu'est-ce qui fait un grand vin ?**

Un grand vin se construit sur trois fondations. C'est avant tout une notion de terroir, le sol doit être en harmonie avec le cépage. Trop de vignerons plantent des cépages un peu n'importe où, pour suivre la mode. Puis il y a l'historicité, la continuité de la qualité au fil des ans. Enfin, il faut un vigneron qui sait mettre tout ça en musique afin de sublimer les millésimes.

**Qu'entendez-vous par harmonie entre le sol et le cépage en Suisse ?**

Prenez l'exemple du Chasselas qui embellit les côtes du Léman depuis le 16<sup>e</sup> siècle. C'est un cépage originaire du bassin lémanique, comme des analyses génétiques l'ont démontré, il est donc parfaitement adapté au sol de la région. C'est un cépage identitaire, comme les Suisses.

**Le Chasselas, un cépage identitaire ?**

Oui. Le Chasselas est au début fin et un peu taciturne. Mais avec le temps, il devient redoutable. Il n'est pas dans la démonstration, il faut savoir attendre. Un bon Chasselas est un vin presque autiste, d'abord renfermé sur lui-même, mais qui développe sa complexité seulement après deux ans, quand il est issu d'un terroir approprié.

**Quel est le rôle d'un bon vigneron ?**

Les grands vins se font dans les vignes. Une mauvaise récolte ne se rattrape pas en cave. Les bons vignerons ne sont jamais au domaine, ne répondent pas au téléphone, parce qu'ils sont toujours dehors près de leurs ceps.

**Quel avenir voyez-vous pour le vin suisse ?**

Nous sommes condamnés à produire de la qualité. Les acteurs du monde vitivinicole doivent prendre conscience que c'est en se tournant vers une agriculture propre, axée sur la rareté et la qualité que nous pourrions justifier nos prix et être reconnus dans le monde du vin, en Suisse comme à l'étranger.

**Avons-nous les terroirs pour produire cette qualité ?**

Oui, surtout pour le Chasselas dans l'Arc lémanique et le Pinot noir entre le Lac de Neuchâtel et les Grisons. En Lavaux, le Dézaley et le Calamin détiennent l'appellation AOC Grand Cru et sont des terroirs d'excellence. Ils profitent parfaitement de la chaleur des «trois soleils» de l'Arc lémanique : celle produite par l'astre céleste, celle captée dans les murs de pierre et rendue la nuit, et celle reflétée par le lac. Mais ces parcelles ne couvrent que, respectivement, 54 et 16 hectares, comparés aux 3775 hectares de surfaces vinicoles dans le canton de Vaud.

**A quand alors la bouteille à 200 francs ?**

Ni le public suisse, ni étranger n'est prêt aujourd'hui à payer autant pour une bouteille de vin suisse. A l'étranger, la concurrence en termes de qualité est très forte, pour des coûts de productions bien moindres. En Suisse, les consommateurs accueillent avec scepticisme une bouteille chère et répètent comme des ventriloques les préjugés envers les vins locaux. Certains vigneron valaisans ont essayé de vendre des bouteilles à ces prix-là, mais avec un succès mitigé.

**Faut-il alors se tourner vers une exportation de masse ?**

La Suisse ne doit pas être subjuguée par l'exportation. Nous restons un petit pays et notre production n'est déjà pas suffisante pour satisfaire le marché local. Ce serait un véritable risque de vouloir sacrifier une qualité de production issue d'une agriculture presque artisanale au profit d'une production de masse.

**Avons-nous un problème de marketing ?**

Bien des vigneron sont des entreprises familiales, réunissant plusieurs générations sur un domaine. Le savoir-faire est surtout dans le travail de la vigne et moins dans le marketing. Bien des producteurs n'ont pas encore de site internet comparable à la concurrence étrangère, ou pas de site du tout. Pour nombre d'entre eux, une collaboration au sein d'une appellation AOC aurait plus de sens. Pas seulement sur la toile, mais aussi avec des points de vente communs, gérés par des professionnels de la vente.

**Quel pourrait être l'impact du réchauffement climatique ?**

Le réchauffement climatique est une réalité n'en déplaise au «blond» de l'autre côté de l'Atlantique. Les grands domaines du monde viticole ont pris la mesure de cette problématique et des réflexions sont menées pour parer à l'augmentation du taux d'alcool dans le raisin à cause du surplus de soleil. La biodynamie pourrait être un début de solution. J'ai observé que la plupart de ces vins ont une légèreté et une «buvabilité» qui rappelle les eaux minérales avec moins de dureté et beaucoup de digestibilité.

**Quelles opportunités voyez-vous pour l'œnotourisme ?**

Nous ne pouvons pas nous reposer sur nos lauriers et penser que nous avons une rente de situation parce que Lavaux est classé au Patrimoine mondial de l'Unesco. Le site est paradisiaque et unique, mais le «wow effect» doit être conditionné par une production de vins de qualité et un accueil unique qui ferait rêver tout visiteur. On a déjà une concentration de restauration de qualité. L'œnotourisme, encore à un stade embryonnaire, peut jouer un grand rôle; une réflexion profonde reste de mise.



# Les moteurs économiques discrets du Léman

*La région lémanique est l'un des sites les plus importants au monde pour le commerce des matières premières. L'utilisation de solutions blockchain représente une opportunité de renforcer la compétitivité dans la concurrence croissante entre les sites en augmentant non seulement l'efficacité mais aussi la transparence dans le secteur.*

---

Jennifer Langenegger, Jérôme Cosandey

---

L'importance économique du secteur des matières premières sur les rives du Léman est considérable. Sept des dix premières entreprises suisses en termes de chiffre d'affaires sont issues de ce secteur ou y sont fortement liées. Cinq d'entre elles (dont Vitol, Trafigura et Cargill) sont basées à Genève, et une (Nestlé) à Vevey. Près de deux tiers de toutes les entreprises de matières premières en Suisse se trouvent dans les cantons de Genève et de Vaud. L'industrie des matières premières ne comprend pas seulement des sociétés de négoce, mais intègre également des entreprises de secteurs qui y sont fonctionnellement liées comme les banques, les compagnies d'assurance, les compagnies de navigation et les groupes d'inspection de marchandises. Selon les estimations<sup>1</sup>, ce cluster génère plusieurs milliers d'emplois à Genève – dont un grand nombre de salariés hautement qualifiés – et 20% des recettes fiscales des personnes morales selon l'administration cantonale. La région lémanique est le leader mondial du négoce physique de matières premières (voir figure), du financement du commerce et de l'inspection des marchandises. 22% des transports globaux de matières premières sont organisés depuis la région.

## L'ascension vers l'excellence internationale

Le cluster de matières premières autour du Léman a une longue tradition. Dès les années 1920, des entreprises de transformation telles que Nestlé, Cohen (noix) et Schilter (café) se sont installées dans la région, attirant des sociétés de négoce qui souhaitaient profiter de la proximité de leurs principaux clients. Après la Seconde Guerre mondiale, l'importance de la région a cru grâce à son statut de terrain neutre entre les blocs de la guerre froide. Durant cette période, la société d'inspection des marchandises SGS s'est établie à Genève et y a suivi la mise en œuvre du plan Marshall. Genève s'est également révélée être un lieu idéal pour établir des relations commerciales avec les Etats de l'Est. En conséquence, de plus en plus d'entreprises américaines ont commencé à établir des succur-

sales dans la région, qui se caractérisait alors non seulement par sa neutralité, mais aussi par son infrastructure intacte, par sa situation entre les fuseaux horaires américain et asiatique, par sa proximité avec d'importants ports et par la libre négociabilité du franc suisse.

Bien sûr, la formation de ce cluster n'est pas seulement le résultat des grandes guerres et des crises du siècle dernier: actuellement, elle est également liée à une politique fiscale attractive, à une qualité de vie élevée, à la mobilité internationale que favorise l'aéroport, ainsi qu'à l'accès à des spécialistes et à des programmes de formation dédiés. L'Université de Genève, par exemple, propose un Master en commerce de matières premières. La stabilité politique et un degré élevé de sécurité juridique ne doivent pas non plus être sous-estimés en tant que critères d'implantation. La forte place financière de Genève est également devenue un centre de compétence pour le financement du commerce. L'essor de la région a également été facilité par le système juridique suisse, qui est très favorable aux créanciers. Lorsque des prêts sont accordés à un négociant de matières premières, la cargaison du navire est déposée en garantie, ce qui réduit le risque pour la banque.

## Incertitudes politiques et concurrence géographique

Le succès futur du cluster de matières premières dépend de sa capacité à se démarquer de sites tels que Londres, Houston, New York, Singapour et Dubaï. La stabilité politique, la sécurité juridique et une politique fiscale attrayante sont des facteurs importants pour pouvoir survivre dans un environnement concurrentiel. Au niveau fédéral, cette situation est actuellement mise sous pression par divers développements. Si l'initiative «Entreprises responsables» était acceptée, par exemple, les entreprises actives au niveau international seraient légalement tenues de respecter les droits de l'homme et les normes environnementales chez leurs fournisseurs à l'étranger et de les garantir en mettant en œuvre une diligence raisonnable. Cela peut entraîner des coûts supplémentaires et, surtout, une insécurité juridique. La loi fédérale relative à la réforme fiscale et au financement de l'AVS vise à supprimer les privilèges

fiscaux accordés aux entreprises internationales et à adapter ainsi le régime fiscal aux normes internationales. Si elle est acceptée, la façon dont la proposition sera mise en œuvre au niveau cantonal et dont les fonds supplémentaires fournis par la Confédération seront utilisés, par exemple pour réduire l'impôt cantonal sur les bénéfices, sera décisive pour le secteur des matières premières. D'un point de vue international, Londres se trouve également dans une situation difficile, ce qui renforce la position des sites tels que Singapour et Dubaï. Leur part de marché augmente également en raison d'un développement économique prospère, de la croissance du secteur financier et de la création de conditions-cadre favorables.

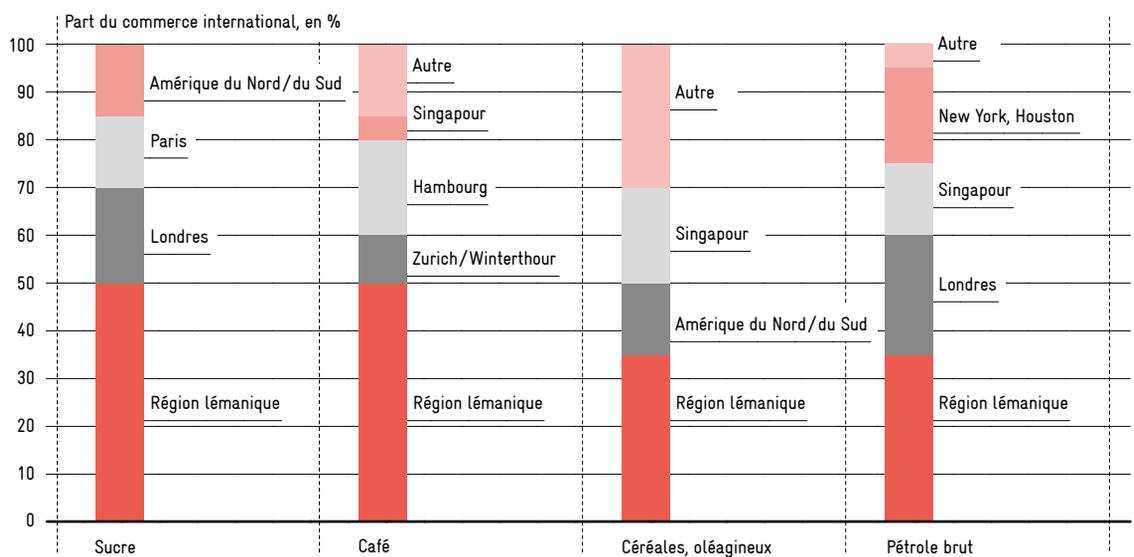
**Efficacité et transparence comme éléments clés pour l'avenir**

L'un des moyens de renforcer la compétitivité de la région lémanique est de mettre en place des solutions blockchain. En raison du grand nombre de parties impliquées et de la possibilité de contrefaçon ou de fraude, le commerce de matières premières est un cas d'application prédestiné. En outre, le financement du commerce est souvent fondé sur des documents papier, ce qui entraîne des processus longs et inefficaces. Les coûts ainsi que les marges d'erreur pourraient être réduits. Une plus grande transparence sur l'origine des marchandises et le respect des normes pourrait également contribuer positivement à l'image de la branche. C'est là un point important si l'on veut que la population partage les préoccupations de cette industrie et la soutienne à long terme. La poursuite précoce de cette stratégie donnerait non seulement à la Suisse une position

**La forte importance de la région lémanique dans le commerce mondial de matières premières**

*Environ la moitié du commerce mondial du café et du sucre et un tiers du commerce du pétrole brut, des céréales et des oléagineux s'effectuent depuis la région lémanique. Cela en fait l'un des sites les plus importants au monde pour le commerce des matières premières.*

Source: Adapté de GTSA, in Conseil fédéral 2013: Rapport de base: matières premières



de pionnière, mais renforcerait aussi indirectement le cluster des matières premières en attirant des entreprises spécialisées en blockchain.

**Bonne position de départ pour la Suisse**

Grâce à son cluster blockchain, la Suisse dispose déjà de connaissances et de ressources considérables pour exploiter le potentiel de synergie avec le secteur des matières premières. La «Crypto Valley» ne se limite plus au canton de Zoug, mais s'étend à toute la Suisse. Pour que les projets puissent se développer le plus librement possible, des conditions-cadre appropriées doivent être mises en place au niveau fédéral. Une sécurité juridique suffisante doit être créée dans l'utilisation de la technologie et, en même temps, la réglementation doit être aussi légère que possible. Les cantons sont également appelés à participer. Outre des conditions réglementaires et fiscales favorables, ils devraient également disposer d'autorités coopératives et proactives. Mais pour que les solutions blockchain soient réellement efficaces, des efforts sont nécessaires de la part de toutes les parties concernées: les entreprises technologiques, l'industrie suisse des matières premières et ses contreparties, ainsi que l'Etat en tant que régulateur.

1 Le nombre exact d'emplois est difficile à estimer et dépend dans une large mesure de la définition du secteur des matières premières utilisée. Dans toute la Suisse, ce nombre varie entre 7600 et 36100 selon les sources.

# Les frontaliers: dynamite politique et bienfait économique

*Les frontaliers sont un pilier central de l'économie genevoise. Les quelques 82 000 pendulaires représentent plus d'un tiers des personnes actives occupées dans le canton de Genève, contre un peu plus de 7% dans le canton de Vaud (30 500). Toutefois, leur présence est associée à des craintes de pertes d'emplois ou de pression sur les salaires. A tort, comme le montrent les chiffres.*

Fabian Schnell

«Frontalier» – dans le canton de Genève, ce mot suscite bien plus de ressentiment que ne le laisse présager sa définition de personne résidant à l'étranger et travaillant en Suisse. La question est inscrite à l'agenda politique genevois depuis plusieurs années, et la montée en puissance du parti «Mouvement Citoyens Genevois» (MCG) est largement attribuée à ce phénomène. Comme dans le canton du Tessin, ce ressentiment a conduit à la création d'obstacles supplémentaires à l'embauche de travailleurs frontaliers. La «préférence cantonale», qui accorde une sorte de priorité nationale aux postes vacants dans l'administration cantonale, est particulièrement connue – et ce, depuis bien avant que le principe ne soit intégré dans toute la Suisse dans le cadre de la mise en œuvre de l'initiative contre l'immigration de masse.

## Un rôle prépondérant dans le canton de Genève, mais pas dans celui de Vaud

En termes purement numériques, l'importance des pendulaires transfrontaliers est considérable. Bien que seulement 6,8% environ des personnes actives occupées, soit 312 809 personnes, tra-

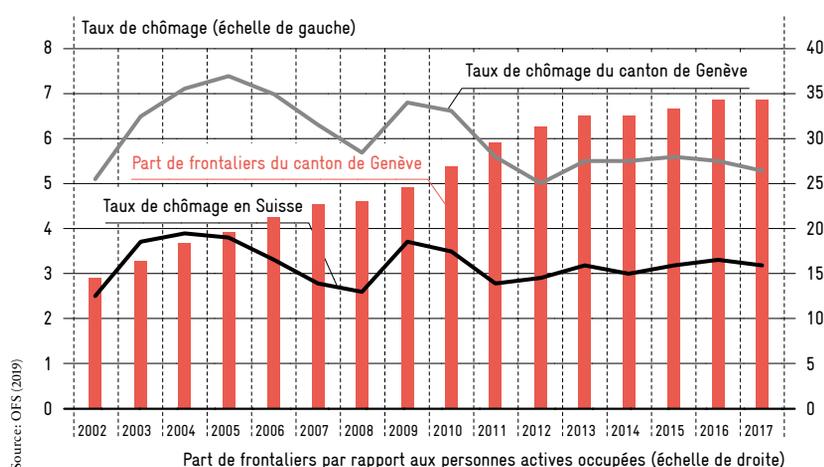
versent la frontière suisse (état 2017), la présence des frontaliers est fortement concentrée dans certaines régions: les cantons de Genève, Bâle (ville et campagne) et le Tessin représentent environ deux tiers de l'ensemble des pendulaires transfrontaliers. Dans l'Arc lémanique vaudois, ils jouent un rôle beaucoup moins important (actuellement environ 7,3% des personnes actives occupées) malgré l'augmentation des flux pendulaires sur le Léman. Dans le canton de Genève, en revanche, les frontaliers représentent plus d'un tiers des personnes actives occupées. Cette proportion a fortement augmenté depuis 2002 (voir figure). Il n'est guère surprenant qu'une telle augmentation alimente les craintes d'éviction des travailleurs locaux ou de pressions salariales. Mais ces craintes sont-elles justifiées?

En fait, le taux de chômage dans le canton de Genève a toujours été supérieur à la moyenne suisse, comme le montre la figure. Depuis 2002 (date d'entrée en vigueur des Accords bilatéraux I), il a fluctué entre cinq et un peu plus de sept pourcent et évolue parallèlement – selon la conjoncture – à la moyenne nationale. Au cours de la même période, cependant, la part des travailleurs frontaliers dans le nombre total de personnes actives occupées a plus que doublé. Le chômage est sans aucun doute un problème conséquent à Genève, mais rien n'indique qu'il y ait un lien avec l'augmentation du nombre de travailleurs frontaliers.

## Pas de pression sur les salaires dans le canton de Genève

Les statistiques salariales ne montrent pas non plus d'influence du nombre croissant de travailleurs transfrontaliers. Les données disponibles pour les années 2008 à 2014 sont impressionnantes: les Suisses du canton de Genève gagnent en moyenne environ 20% de plus par an que leurs collègues frontaliers. Alors que l'évolution des salaires des résidents suisses est restée constante et a suivi la tendance à la hausse dans toute la Suisse, les frontaliers ont dû se contenter de salaires nettement inférieurs. Une comparaison avec le salaire médian suisse ne montre pas non plus de pression sur les salaires due à l'emploi de travailleurs frontaliers dans la région genevoise – un système «gagnant-gagnant» pour tous, pour ainsi dire.

Des frontaliers sans influence sur le chômage



Source: OFES (2019)

# Un goût de bouchon

*Les trains bondés et les routes congestionnées dans l'Arc lémanique sont devenus un désagrément qui compromet la qualité de vie et nuit à la région en tant que place économique. Le trajet Genève-Lausanne compte parmi les tronçons les plus fréquentés du réseau ferroviaire suisse et Genève se classe à la quatrième place des villes européennes les plus engorgées.*

---

Daniel Müller-Jentsch

---

Si d'autres grandes villes sont aussi confrontées à la problématique de la congestion du trafic routier, les particularités régionales de l'Arc lémanique y rendent le problème plus aigu. Comme il n'existe pas de véritables possibilités de contournement entre l'arc jurassien et le Léman, le trafic se concentre sur les grands axes entre Genève et Lausanne. A Genève, la frontière nationale qui traverse l'agglomération renforce le problème de circulation. Il y a bien longtemps qu'il n'y a pas eu d'augmentation de capacité significative sur cet axe.

## Los Angeles sur le Léman

La cause profonde de ces embouteillages est toutefois la gestion désordonnée de la forte croissance des agglomérations de ces dernières décennies. Dans leur politique locale, les cantons de Genève et de Vaud ont misé avec succès sur l'implantation de sièges d'entreprises et d'habitants, sans fixer des conditions-cadre adéquates dans leur politique d'aménagement du territoire. Tandis que Genève exporte la pression de l'urbanisation vers la périphérie par le biais de sa planification urbaine et de sa politique du logement rigides, dans le canton de Vaud, le surdimensionnement des zones à bâtir favorise l'étalement urbain.

Par conséquent, les deux villes, autrefois séparées par des zones rurales, se sont développées ensemble pour former un «ruban urbain» avec un fort trafic pendulaire. Avenir Suisse a documenté l'évolution du territoire de la région à l'aide de trois simulations ([www.avenir-suisse.ch/fr/los-angeles-sur-leman/](http://www.avenir-suisse.ch/fr/los-angeles-sur-leman/)). Cela n'a pas seulement entraîné une augmentation générale du trafic, mais a également fait des axes principaux entre Genève et Lausanne, initialement conçus pour des flux de trafic suprarégionaux, des itinéraires «intra-urbains» pour le trafic pendulaire.

## Des remèdes contre la paralysie routière

Dans les années à venir, la croissance du trafic est inévitable. La question se pose donc de savoir comment éviter la paraly-

sie routière. Une mesure prioritaire est le développement des infrastructures le long des axes principaux, en particulier pour les transports publics. Avec le projet Léman 2030, la capacité ferroviaire doublera entre Genève et Lausanne et augmentera les capacités des gares en conséquence. L'extension de l'autoroute à trois voies a également été proposée par le Conseil fédéral dans son message sur les perspectives à long termes des routes nationales.

Mais même si les artères du réseau routier régional continuent à se développer, la capacité limitée du réseau routier en centre-ville restera une impasse. Tôt ou tard, il sera impossible d'éviter l'introduction d'une zone de péage urbain, comme l'a fait Stockholm. La capitale suédoise a réussi à réduire sensiblement les embouteillages en introduisant un tel péage aux heures de pointes. Dans ce système, les numéros de plaques sont lus automatiquement par une caméra lors de l'entrée dans la zone taxée. Si, au cours des prochaines années, la Confédération ne progresse pas en matière de tarification routière («road-pricing») nationale, l'Arc lémanique pourrait assumer un rôle de pionnier au niveau régional.

En raison du manque d'espace dans les zones résidentielles le long du Léman, les solutions multimodales de la politique régionale des transports devraient se concentrer sur des modes de transports alternatifs à la voiture et aux transports publics. Genève et Lausanne devraient en particulier s'inspirer des modèles de Copenhague et Amsterdam pour mener une stratégie en faveur du vélo, en offrant des conditions-cadre idéales pour ce moyen de transport peu encombrant, peu coûteux et respectueux de l'environnement. Avec l'arrivée des vélos et des scooters électriques, les deux-roues gagnent en importance aussi pour le transport entre les centres et les agglomérations. Par ailleurs, le Léman lui-même offre un certain potentiel comme voie de transport, comme le montre la liaison par bateau à grande vitesse (jusqu'à 60 kilomètres par heure), établie depuis plusieurs années sur le Danube entre les deux capitales que sont Vienne et Bratislava.

## Cultiver les rives du Léman

*La région concentre une densité exceptionnelle de festivals de musique: sur les quelques 200 festivals de musique en Suisse, 30% ont lieu dans la région lémanique. En comparaison européenne, ces festivals ont un degré d'autofinancement très élevé, expliquant la concurrence pour les sponsors et la forte capacité d'innovation.*

---

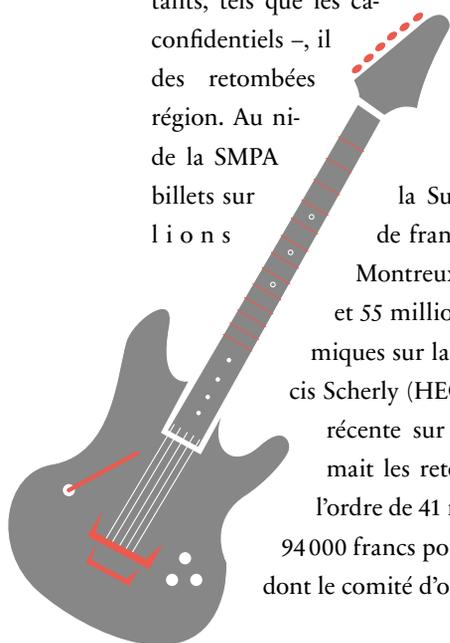
Chloé Pang

---

La Suisse ne dénombre pas moins de 200 festivals de musique, en comptant les festivals membres de la Swiss Music Promoters Association (SMPA), de la fédération PETZI et les festivals à l'agenda du site Route des Festivals (état janvier 2019). En comparaison européenne, la Suisse est le pays qui affiche la plus grande densité par habitant de clubs et festivals de musique live. La Suisse romande accueille 120 festivals, soit 60% du total national, une proportion importante compte tenu de la répartition de la population (23% des habitants suisses en 2017 sont romands, selon l'Office fédéral de la statistique). En se penchant encore plus sur la situation géographique de ces festivals, on découvre que plus de 60 de ces événements musicaux ont lieu sur les bords du lac Léman, soit un festival de musique sur deux.

### Le Montreux Jazz, fleuron économique de la Riviera

Si l'économie des festivals est complexe à étudier dans son ensemble – une grande majorité des festivals de musique concernés est à but non-lucratif, et certains paramètres financiers importants, tels que les cachets payés aux artistes, restent confidentiels –, il ne fait aucun doute qu'il existe des retombées économiques directes sur la région. Au niveau suisse, les 35 lieux membres de la SMPA (représentant 80% des ventes de billets sur la Suisse entière) généraient 354 millions de francs de chiffre d'affaire en 2017. Le Montreux Jazz dégage à lui seul entre 50 et 55 millions de francs de retombées économiques sur la Riviera, selon le professeur Francis Scherly (HEC Lausanne), tandis qu'une étude récente sur la région de Nyon/Morges estimait les retombées économiques directes de l'ordre de 41 millions de francs pour le Paléo et 94 000 francs pour le plus modeste JVAL Openair, dont le comité d'organisation est bénévole.



Les festivals de musique en Suisse sont largement autofinancés et ne reçoivent que peu de subventions. Par exemple, les 69 festivals des membres de l'association PETZI ne reçoivent dans leur ensemble que 3,2 millions de francs de subventions. En comparaison européenne, en 2014, les clubs et festivals à but non lucratifs étaient subventionnés à hauteur de 29% en Suisse contre 41% dans le reste de l'Europe. Il existe également une particularité suisse à cet égard: ce sont les plus gros festivals qui bénéficient des subventions les plus généreuses. Par exemple, les grands festivals PETZI reçoivent en moyenne 88 000 francs contre 39 000 francs pour les petits festivals de la même association, soit deux fois plus. Les festivals doivent donc compter sur d'autres rentrées d'argent, à l'image du Cully Jazz dont le budget est couvert à 40% par les bars et la restauration, à 30% par la billetterie, à 15% par le sponsoring et à 15% par les subventions, selon une interview du Temps en 2015, illustrant l'importance de trouver des sponsors. Les festivals de musique s'inscrivent donc dans une dynamique d'économie locale, créant une certaine concurrence, à la fois entre les festivals à la recherche de sponsors, et également entre sponsors pour l'accès à l'exclusivité d'un festival.

### Un biotope pour les festivals

L'offre foisonnante de festivals sur l'Arc lémanique ainsi que l'attractivité de la région pour son cadre idyllique, mais surtout pour son accessibilité – un critère important pour la fréquentation d'un festival –, induit une efflorescence de festivals de tailles variables, venant côtoyer les géants que sont Paléo, Caribana et le Montreux Jazz. On peut observer une versatilité de l'offre disponible, de nouveaux festivals apparaissant chaque année et d'autres disparaissant après une poignée d'éditions. Cela permet une complémentarité entre les festivals établis depuis des décennies et les nouveaux (micro-) festivals éphémères.

# Tirer le meilleur parti du fédéralisme

*Il existe de nombreuses différences entre la Suisse romande et le reste du pays. Et c'est bien ainsi: le fédéralisme suisse ne peut se développer avec succès que s'il permet les disparités. Ces dernières années, l'Arc lémanique s'est développé comme un centre économique diversifié et innovant, et doit servir d'inspiration aux autres régions.*

---

Peter Grünfelder

---

Le fédéralisme suisse se caractérise par des différences dans l'élaboration des politiques cantonales et régionales ainsi que par des structures économiques et des tailles de population variées. La Confoederatio helvetica n'est donc pas composée de 26 approches et modes de pensée cantonaux convergents. Au contraire, depuis le haut Moyen Age, la Suisse a «conservé sa spécificité sous diverses formes en tant que confédération de républiques rurales et urbaines», écrit l'historien suisse J.R. von Salis dans son ouvrage «Weltgeschichte der neuesten Zeit» («L'histoire mondiale des Temps modernes»). Vivre la différence plutôt que l'uniformité voire l'égalitarisme centralisé: le fédéralisme suisse en tant qu'organisme étatique ne peut se développer avec succès que s'il permet les disparités. Notre conception fédéraliste de l'Etat, caractérisée par la coopération volontaire de cultures cantonales historiquement développées, avec leurs sensibilités propres, avec quatre langues nationales et avec des appartenances religieuses variées, nous conduit également à cultiver affectueusement des préjugés sur les autres parties de la Suisse, étant parfois même perçues comme étrangères au pays.

## Des caricatures héréditaires

Ces préjugés sont souvent des caricatures, transmises de génération en génération, mais qui ne correspondent pas aux réalités sociales, politiques et économiques actuelles. Pour que l'idée de concurrence fédérale inhérente au système puisse s'épanouir avec succès, il faut apprendre à bien connaître les autres parties du pays, plutôt que de se complaire dans ses préjugés. Cela signifie aussi, cependant, que la barrière de la langue, qui constitue aujourd'hui encore une véritable frontière entre les différentes parties du pays, doit être dépassée consciemment. Le laboratoire de recherche qu'est la Suisse ne peut pas réussir si les alémaniques ne cessent de considérer les Suisses outre-Sarine uniquement comme des bon vivants ou si la Suisse romande, aujourd'hui prospère, n'arrête pas d'être comparée à la Grèce, qui a subi une véritable crise financière et

économique il y a quelques années. Cette dernière idée reçue – totalement irréaliste – ne fait que prouver le peu de recul de ceux qui la profèrent et, pire encore, montre qu'ils ne sont visiblement pas prêts à acquérir les connaissances de base sur les différences fédérales de notre pays. En même temps, les Suisses alémaniques et surtout les Zurichois, en bons zwingliens, doivent réaliser qu'une culture moins carrée comme celle de la Suisse romande, et en particulier de l'Arc lémanique, peut aussi conduire à une réussite économique impressionnante – une réussite qui, dans de nombreux domaines, a certainement de quoi inspirer le reste de la Suisse.

## Innovation, pragmatisme et coopération

Depuis les années 1990, le canton de Vaud, en particulier, a réalisé une performance prodigieuse. Après une véritable crise économique marquée par un taux de chômage supérieur à la moyenne, le troisième plus grand canton de Suisse est aujourd'hui largement diversifié et fait preuve d'une résilience remarquable. Avec le canton de Genève, un réseau d'excellence en matière d'enseignement supérieur – unique en Suisse – a été mis en place le long de l'Arc lémanique. Le dynamisme qui en résulte a également un impact économique: deux fois plus de capitaux injectés pour les start-up qu'à Zurich et une augmentation rapide de l'attractivité du site pour les entreprises actives au niveau mondial. La force d'innovation de ce pôle de connaissances permet d'attirer un nombre d'employés supérieur à la moyenne suisse dans les secteurs à forte croissance.

D'un point de vue fiscal, les responsables du secteur public savent souvent mieux tirer avantage du fédéralisme que leurs collègues alémaniques, même si le taux d'exploitation du potentiel fiscal est trop élevé d'un point de vue libéral. Alors que Zurich, en tant que première locomotive économique outre-Sarine, a dû abolir sa réglementation fiscale forfaitaire en raison d'un verdict du souverain cantonal, les pratiques fiscales au Château Saint-Maire, siège du gouvernement vaudois, et à l'Hôtel de Ville de Genève sont souvent plus pragmatiques. Et si les disparités fiscales et le niveau des tarifs fiscaux font l'objet d'un vif débat idéologique en Suisse alémanique, la dis-

cussion politique dans l'Arc lémanique se caractérise davantage par la collégialité, cette capacité à trouver le juste milieu, l'équilibre entre les différents camps politiques.

#### Un regard au-delà des barrières linguistiques

Le caractère fortement multinational de la structure économique, la présence de nombreuses organisations internationales et la réputation des établissements d'enseignement et de recherche sont probablement également liés à la situation géographique particulière de la région lémanique. Certes, ceux qui vivent au bord des lacs de Zurich et de Brienz peuvent aussi avoir une vue sur des eaux bleues chatoyantes, mais ils n'ont en revanche vue que sur les massifs montagneux de la Suisse centrale et des Alpes bernoises, même par temps favorable. Quiconque grandit au bord du Léman, par contre, ne peut s'empêcher de se considérer comme faisant partie de l'Europe, a déclaré le légendaire Conseiller fédéral libéral vaudois, Jean-Pascal Delamuraz. Le buste de l'ancien ministre suisse de l'économie et de la défense se trouve d'ailleurs sur les rives du Léman, à Ouchy, non loin de l'endroit d'où partent les bateaux réguliers pour la France. C'est pourquoi l'intégration dans les réseaux européens de recherche est extrêmement importante pour l'enseignement supérieur au bord du Léman, plus encore qu'en Suisse alémanique.

Les initiatives politiques actuelles au niveau fédéral, qui visent à restreindre les activités internationales des entreprises suisses par de nouvelles règles et à affecter directement l'accès au marché des partenaires commerciaux importants garantis à ce jour, péjorerait directement non seulement le centre commercial mondial de Genève, mais aussi les innombrables entreprises à vocation internationale le long de l'Arc lémanique.

Avec Zurich et Bâle, la Suisse alémanique dispose de locomotives économiques fortes avec une orientation mondiale similaire. Cela ne doit cependant pas empêcher les responsables romands, dont les activités économiques et scientifiques mondialisées et européanisées font aujourd'hui le succès non seulement de l'Arc lémanique, mais aussi en partie de la Suisse, de faire entendre leur voix en Suisse alémanique également. Il nous appartient de tirer le meilleur parti du fédéralisme grâce à un véritable échange de savoir-faire entre les différentes régions de notre pays.

## IMPRESSUM

**EDITEUR** Avenir Suisse **CONTRIBUTIONS** Tibère Adler, Matthias Ammann (Fellow), Mario Bonato (Researcher), Jérôme Cosandey (Directeur romand), Patrick Dümmler (Senior Fellow), Peter Grünfelder (Directeur), Julian Kamasa (Researcher), Pascal Lago (Researcher), Jennifer Langenegger (Senior Researcher), Daniel Müller-Jentsch (Senior Fellow), Chloé Pang (Coordinatrice des activités romandes), Noémie Roten (Senior Researcher), Samuel Rutz (Responsable Programme et recherche), Marco Salvi (Senior Fellow), Fabian Schnell (Senior Fellow) **REDACTION** Jérôme Cosandey, Verena Parzer-Epp **CORRECTION** Claire Nobs, Chloé Pang **TRADUCTION EN FRANÇAIS** Claire Nobs, Chloé Pang **CONCEPTION ET GRAPHIQUES** Carmen Sopi **PHOTOS** Cover (Plateforme 10, Lausanne, © Matthieu Gafsou), Editorial Jérôme Cosandey (© Günter Bolzern), Interview Jérôme Aké Béda (© Keystone, Jean-Christophe Bott) **TIRAGE TOTAL** 6500 exemplaires **IMPRESSION** Staffel Medien AG, [www.staffelmedien.ch](http://www.staffelmedien.ch) **TELECHARGEMENT ET ABONNEMENT** [www-avenir-suisse.ch/avenir-special/](http://www-avenir-suisse.ch/avenir-special/) (La reproduction, même partielle, est autorisée avec mention de la source «Avenir Suisse») **COMMANDE** [suisseromande@avenir-suisse.ch](mailto:suisseromande@avenir-suisse.ch)